



RETURN BIDS TO:

RETOURNER LES SOUMISSIONS À:

Contracting Authority herein- PWGSC - TPSGC

**REQUEST FOR PROPOSAL
DEMANDE DE PROPOSITION**

**Proposal To: Public Works and Government
Services Canada**

We hereby offer to sell to Her Majesty the Queen in right of Canada, in accordance with the terms and conditions set out herein, referred to herein or attached hereto, the goods, services, and construction listed herein and on any attached sheets at the price(s) set out therefor.

**Proposition aux: Travaux Publics et Services
Gouvernementaux Canada**

Nous offrons par la présente de vendre à Sa Majesté la Reine du chef du Canada, aux conditions énoncées ou incluses par référence dans la présente et aux annexes ci-jointes, les biens, services et construction énumérés ici sur toute feuille ci-annexée, au(x) prix indiqué(s).

Comments - Commentaires

Vendor/Firm Name and Address

Raison sociale et adresse du

fournisseur/de l'entrepreneur

Issuing Office - Bureau de distribution

CF18 Life Extension/Prolongation de vie CF18
455 Boulevard de la Carrière-8NB44
Gatineau
Québec
K1A0S5

Title - Sujet CF-18 Avionics In-Service Support CF-18 Avionics In-Service Support	
Solicitation No. - N° de l'invitation W8485-22AVS2/B	Date 2022-12-09
Client Reference No. - N° de référence du client W8485-22AVS2	
GETS Reference No. - N° de référence de SEAG PW-\$\$BG-006-28879	
File No. - N° de dossier 006bg.W8485-22AVS2	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME
Solicitation Closes - L'invitation prend fin at - à 02:00 PM Eastern Standard Time EST on - le 2023-01-20 Heure Normale du l'Est HNE	
F.O.B. - F.A.B. Specified Herein - Précisé dans les présentes Plant-Usine: <input type="checkbox"/> Destination: <input type="checkbox"/> Other-Autre: <input checked="" type="checkbox"/>	
Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à: MacLean, Matthew	Buyer Id - Id de l'acheteur 006bg
Telephone No. - N° de téléphone (343) 576-2979 ()	FAX No. - N° de FAX () -
Destination - of Goods, Services, and Construction: Destination - des biens, services et construction: Specified Herein Précisé dans les présentes	

Instructions: See Herein

Instructions: Voir aux présentes

Delivery Required - Livraison exigée See Herein – Voir ci-inclus	Delivery Offered - Livraison proposée
Vendor/Firm Name and Address Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur Telephone No. - N° de téléphone Facsimile No. - N° de télécopieur	
Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm (type or print) Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/ de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie) Signature Date	

TABLE DES MATIÈRES

PARTIE 1 – RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX.....	5
1.1 INTRODUCTION.....	5
1.2 SOMMAIRE	5
PARTIE 2 – INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES SOUMISSIONNAIRES.....	6
2.1 INSTRUCTIONS, CLAUSES ET CONDITIONS UNIFORMISÉES	6
2.2 SOUMISSION DE COMMENTAIRES – <i>SEULEMENT POUR STATE DE L'ÉBAUCHE</i>	6
2.3 ANCIEN FONCTIONNAIRE – <i>N/A AU STATE DE L'ÉBAUCHE</i>	6
2.4 OFFRE/PÉRIODE D'ACCEPTATION DE LA PROPOSITION – <i>N/A AU STATE DE L'ÉBAUCHE</i>	6
2.5 DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS – EN PÉRIODE DE SOUMISSION.....	6
2.6 LOIS APPLICABLES	7
2.7 AMÉLIORATIONS APPORTÉES AU BESOIN PENDANT LA DEMANDE DE SOUMISSIONS.....	7
2.8 PROCESSUS DE CONTESTATION DES OFFRES ET MÉCANISMES DE RECOURS	7
PARTIE 3 – INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES SOUMISSIONS	7
3.1 INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES SOUMISSIONS <i>NOTE : IL S'AGIT UNIQUEMENT D'UNE ÉBAUCHE DE DEMANDE DE PROPOSITIONS.</i>	7
SECTION V : SOUMISSIONS POUR LES RETOMBÉES INDUSTRIELLES ET TECHNOLOGIQUES .9	9
DANS LE CADRE DE SA SOUMISSION, LE SOUMISSONNAIRE DOIT SE RÉFÉRER LES ANNEXES SUIVANTES POUR LES INSTRUCTIONS ET LES EXIGENCES RELATIVES AUX RETOMBÉES INDUSTRIELLES ET TECHNOLOGIQUES.	9
ANNEXE - RETOMBÉES INDUSTRIELLES ET TECHNOLOGIQUES – INSTRUCTIONS AUX SOUMISSONNAIRES.....	9
ANNEXE - RETOMBÉES INDUSTRIELLES ET TECHNOLOGIQUES – TERMES ET CONDITIONS	9
LES RÉSULTATS ET L'ÉVALUATION DE LA PROPOSITION DES RETOMBÉES INDUSTRIELLES ET TECHNOLOGIQUES SERONT DÉTERMINÉS PAR INDUSTRIE CANADA, SERONT TRANSMISES À L'AUTORITÉ CONTRACTANTE, QUI LES INTÈGRERA ENSUITE DANS LES RÉSULTATS GLOBAUX DE L'ÉVALUATION DE SOUMISSIONS.....	9
PARTIE 4 – PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION	9
4.1 PROCÉDURES D'ÉVALUATION	9
4.2 MÉTHODE DE SÉLECTION- AUCUNE SÉLECTION NE SERA FAITE A L'ÉTAPE DE L'ÉBAUCHE DE LA DEMANDE DE PROPOSITIONS.....	10
PARTIE 5 – ATTESTATIONS ET RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES.....	10
5.1 ATTESTATIONS EXIGÉES AVEC LA SOUMISSION	10
5.2 ATTESTATIONS PRÉALABLES À L'ATTRIBUTION DU CONTRAT ET RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES ..	10
PARTIE 6 – EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ, EXIGENCES FINANCIÈRES ET AUTRES EXIGENCES	11
6.1 EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ	11
6.2 CAPACITÉ FINANCIÈRE.....	12
6.3 EXIGENCES RELATIVES AUX MARCHANDISES CONTRÔLÉES	15
6.4 EXIGENCES EN MATIÈRE D'ASSURANCE	15
PARTIE 7 – CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT	16
7.1 ÉNONCÉ DE TRAVAIL A EXECUTER.....	16
PROCESSUS D'AUTORISATION DES TÂCHES :	18

EXIGENCE EN MATIÈRE DE RAPPORT - EXPLICATIONS.....	19
POUR CHAQUE AT AUTORISÉE:	19
POUR TOUTES LES AT AUTORISÉES:.....	20
7.2 CLAUSES ET CONDITIONS UNIFORMISÉES.....	20
7.3 EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ.....	20
7.4 DURÉE DU CONTRAT.....	23
7.5 RESPONSABLES.....	25
7.6 DIVULGATION PROACTIVE DE MARCHÉS CONCLUS AVEC D'ANCIENS FONCTIONNAIRES	26
7.7 PAIEMENT	26
7.8 INSTRUCTIONS RELATIVES À LA FACTURATION – DEMANDE DE PAIEMENT PROGRESSIF – DOCUMENTS A L'APPUI EXIGES	30
7.9 ATTESTATIONS ET RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES	31
7.10 LOIS APPLICABLES	31
7.11 ORDRE DE PRIORITÉ DES DOCUMENTS	31
7.12 CONTRAT DE DÉFENSE.....	32
7.13 RESSORTISSANTS ÉTRANGERS (ENTREPRENEUR CANADIEN OU ENTREPRENEUR ÉTRANGER)	32
7.15 PROGRAMME DES MARCHANDISES CONTRÔLÉES.....	32
7.16 LIMITATION DE LA RESPONSABILITÉ DE L'ENTREPRENEUR AU TITRE DE DOMMAGES SUBIS PAR LE CANADA	32
7.17 RÈGLEMENTS CONCERNANT LES EMPLACEMENTS DU GOUVERNEMENT	33
7.18 RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS	33
7.19 ACCÈS AUX INSTALLATIONS ET A L'ÉQUIPEMENT	33
CLAUDE DU <i>GUIDE DES CUA</i> B9028C (2007-05-25), ACCÈS AUX INSTALLATIONS ET A L'ÉQUIPEMENT	33
7.20 OUTILLAGE SPÉCIAL DE PRODUCTION ET MATÉRIEL SPÉCIAL D'ESSAI APPARTENANT AU CANADA – GESTION OPTIMISÉE DES SYSTÈMES D'ARMES.....	33
CLAUDE DU <i>GUIDE DES CUA</i> L0005C (2008-05-12), OUTILLAGE SPÉCIAL DE PRODUCTION ET MATÉRIEL SPÉCIAL D'ESSAI APPARTENANT AU CANADA – GESTION OPTIMISÉE DES SYSTÈMES D'ARMES	34
7.21 OUTILLAGE – PRÊTE PAR LE MINISTÈRE DE LA DÉFENSE NATIONALE.....	34
CLAUDE DU <i>GUIDE DES CUA</i> B7009C (2008-05-12), OUTILLAGE – PRÊTE PAR LE MINISTÈRE DE LA DÉFENSE NATIONALE	34
7.22 AUTORITÉ DE L'ASSURANCE DE LA QUALITÉ (MINISTÈRE DE LA DÉFENSE NATIONALE) : ENTREPRENEUR ÉTABLI AU CANADA.....	34
CLAUDE DU <i>GUIDE DES CUA</i> D5510C (2008-05-12), AUTORITÉ DE L'ASSURANCE DE LA QUALITÉ (MINISTÈRE DE LA DÉFENSE NATIONALE) : ENTREPRENEUR ÉTABLI AU CANADA	34
7.23 SYSTÈMES DE MANAGEMENT DE LA QUALITÉ.....	34
CLAUDE DU <i>GUIDE DES CUA</i> D5540C (2021-05-20), ISO 9001:2015 SYSTEMES DE MANAGEMENT DE LA QUALITE – EXIGENCES (CODE DE L'ASSURANCE DE LA QUALITE Q).....	34
CLAUDE DU <i>GUIDE DES CUA</i> D5545C (2019-05-30), ISO 9001:2015 SYSTEMES DE MANAGEMENT DE LA QUALITE – EXIGENCES (CODE DE L'ASSURANCE DE LA QUALITE C).....	34
7.24 DOCUMENTS DE SORTIE (MINISTÈRE DE LA DÉFENSE NATIONALE) : ENTREPRENEUR ÉTABLI AU CANADA	34
CLAUDE DU <i>GUIDE DES CUA</i> D5506C (2017-11-28), DOCUMENTS DE SORTIE (MINISTÈRE DE LA DÉFENSE NATIONALE) : ENTREPRENEUR ÉTABLI AU CANADA.....	34
7.25 PIÈCES DE RECHANGE D'AVION MILITAIRE – DOCUMENTATION SUR LA NAVIGABILITÉ	34
7.26 TRANSPORT DES MARCHANDISES DANGEREUSES/PRODUITS DANGEREUX	34
CLAUDE DU <i>GUIDE DES CUA</i> B1505C (2016-01-28), TRANSPORT DES MARCHANDISES DANGEREUSES/PRODUITS DANGEREUX	34
7.27 SÉCURITÉ DES VOLS.....	34
CLAUDE DU <i>GUIDE DES CUA</i> B4064C (2016-01-28), SÉCURITÉ DES VOLS.....	34
7.28 MARQUAGE DÉTAILLÉ DE L'EMBALLAGE	34
7.29 DURÉE DE CONSERVATION.....	35

L'ENTREPRENEUR DOIT S'ASSURER QU'IL RESTE POUR L'ARTICLE OU LES ARTICLES 75 P. 100 DE LA DURÉE DE CONSERVATION AUTORISÉE SELON LA NORME <i>CFTO D-05-001-001/SF-000H</i> À LA DATE DE LIVRAISON AU MINISTÈRE DE LA DÉFENSE NATIONALE	35
7.30 CONTRÔLE DE LA DURÉE UTILE DES ÉLASTOMÈRES.....	35
CLAUDE DU <i>GUIDE DES CCUA B1202C (2007-05-25)</i> , CONTRÔLE DE LA DURÉE UTILE DES ÉLASTOMÈRES.....	35
7.31 PLAN QUALITÉ.....	35
7.32 ENTENTE DE NON-DIVULGATION.....	36
L'ENTREPRENEUR DOIT OBTENIR DE SON OU SES EMPLOYÉ(S) OU SOUS-TRAITANT(S) L'ENTENTE DE NON-DIVULGATION, INCLUE À L'ANNEXE _____, REMPLIE ET SIGNÉE ET L'ENVOYER AU RESPONSABLE TECHNIQUE AVANT DE LEUR DONNER ACCÈS AUX RENSEIGNEMENTS FOURNIS PAR OU POUR LE CANADA RELATIVEMENT AUX TRAVAUX.	36
7.33 BIENS EXCEDENTAIRES DE L'ÉTAT	36
CLAUDE DU <i>GUIDE DES CCUA L5001C (2020-05-28)</i> , BIENS EXCEDENTAIRES DE L'ÉTAT	36
APPENDICE A DE LA PARTIE 3 DE LA DEMANDE DE SOUMISSIONS	38
INSTRUMENTS DE PAIEMENT ÉLECTRONIQUE.....	38
APPENDICE A DE LA PARTIE 5 DE LA DEMANDE DE SOUMISSIONS	39
PROGRAMME DE CONTRATS FÉDÉRAUX POUR L'ÉQUITÉ EN MATIÈRE D'EMPLOI – ATTESTATION.....	39

Liste des annexes inclus avec l'ébauche de la demande de propositions:

- Annexe B – base de paiement
- Annexe C – liste de Vérification des exigences relatives a la sécurité (LVERS)
- Annexe E – critères obligatoires et notes

Disponible sur demande :

Doit présenter une classification de securite SECRET et un attestation de marchandises controlees valides pour demander les annexes suivantes :

- Annexe A – Énoncé du travail a exécuter et les annexes
- Annexe D – Spécification de gestion des performances
- Annexe F – Liste des articles reparables, inventaire détenu par l'entrepreneur, MND Prête.

NON inclus dans l'ébauche de la propositions :

Annexe G – Innovation, Sciences et Développement Economique Canada – Section dans construction. 100 pourcent Retombees technologique industrielles on s'attend a ce qu'ils soient appliques lors de la demande de propositions finale.

- Appendice 4 de Annexe A – Responsabilités du gestionnaire du materiel du cycle de vie.
- Appendice 5 de Annexe A – Responsabilités du gestionnaire des approvisionnements.
- Annex L – formulaires types (MND 626, TPSGC 111, etc)

PARTIE 1 – RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

1.1 Introduction

La demande de soumissions contient sept parties, ainsi que des pièces jointes et des annexes, et elle est divisée comme suit :

- | | |
|----------|---|
| Partie 1 | Renseignements généraux : renferme une description générale du besoin; |
| Partie 2 | Instructions à l'intention des soumissionnaires : renferme les instructions, clauses et conditions relatives à la demande de soumissions; |
| Partie 3 | Instructions pour la préparation des soumissions : donne aux soumissionnaires les instructions pour préparer leur soumission; |
| Partie 4 | Procédures d'évaluation et méthode de sélection : décrit la façon selon laquelle se déroulera l'évaluation et présente les critères d'évaluation auxquels on doit répondre dans la soumission, ainsi que la méthode de sélection; |
| Partie 5 | Attestations et renseignements supplémentaires : comprend les attestations et les renseignements supplémentaires à fournir; |
| Partie 6 | Exigences relatives à la sécurité, exigences financières et autres exigences : comprend des exigences particulières auxquelles les soumissionnaires doivent répondre; et |
| Partie 7 | Clauses du contrat subséquent : contient les clauses et les conditions qui s'appliqueront à tout contrat subséquent. -Seulement un exemple pour l'information dans l'étape de l'ébauche de RFP. |

1.2 Sommaire

- 1.2.1 Les travaux à effectuer sont détaillés dans la section Énoncé de travail sur le rendement à l'annexe A, y compris les annexes.
- 1.2.2 Ce besoin comporte des exigences relatives à la sécurité. Pour de plus amples renseignements, consulter la Partie 6, Exigences relatives à la sécurité, exigences financières et autres exigences, et la Partie 7, Clauses du contrat subséquent. Pour de plus amples renseignements sur les enquêtes de sécurité sur le personnel et les organismes, les soumissionnaires devraient consulter le site Web du [Programme de sécurité des contrats](http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/esc-src/introduction-fra.html) de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/esc-src/introduction-fra.html>).
- 1.2.3 Ce besoin est assujéti au Programme des marchandises contrôlées. La [Loi sur la production de défense](#) définit les marchandises contrôlées comme certains biens matériels figurant sur la Liste des marchandises d'exportation contrôlée, un règlement pris dans le cadre de la Loi sur les licences d'exportation et d'importation (LLEI).
- 1.2.4 Les exceptions relatives à la sécurité nationale prévues dans les accords commerciaux ont été invoquées; ce marché est donc entièrement exclu de l'ensemble des modalités de tous les accords commerciaux.

1.2.5 Le Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi s'applique au présent besoin; veuillez-vous référer à la Partie 5 – Attestations et renseignements supplémentaires, la Partie 7 – Clauses du contrat subséquent et l'annexe intitulée Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi – Attestation.

PARTIE 2 – INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES SOUMISSIONNAIRES

2.1 Instructions, clauses et conditions uniformisées

Toutes les instructions, clauses et conditions identifiées dans la demande de soumissions par un numéro, une date et un titre sont reproduites dans le [Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat](https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat) (<https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat>) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

Les soumissionnaires qui présentent une soumission s'engagent à respecter les instructions, les clauses et les conditions de la demande de soumissions, et acceptent les clauses et les conditions du contrat subséquent.

Le document **2003, (2022-03-29) Instructions uniformisées – biens ou services - besoins concurrentiels**, est incorporé par renvoi dans la demande de soumissions et en fait partie intégrante.

2.1.1 Clauses du Guide des CCUA

CCUA clause B300T (2006-06-16) – Produits Équivalents

2.2 Soumission de Commentaires – *Seulement pour state de l'ébauche*

La soumission doit être soumise par voie électronique uniquement à l'adresse Travaux Publics et Services Gouvernementaux Canada (TPSGC) Autorité de contrat précise à l'article 7.5.1 des conditions contractuelles qui en découlent.

L'offre doit être soumise 20 Janvier 2023, par 14h00 heure normale de l'est. Il s'agit de la date de clôture des soumissions.

En raison du caractère de la demande de soumissions, les soumissions transmises par télécopieur à l'intention de TPSGC ne seront pas acceptées.

2.3 Ancien fonctionnaire – *N/A Au state de l'ébauche*

2.4 Offre/Période d'acceptation de la proposition – *N/A Au state de l'ébauche*

2.5 Demandes de renseignements – en période de soumission

Toutes les demandes de renseignements doivent être présentées par écrit à l'autorité contractante au moins quinze (15) jours civils avant la date de clôture des soumissions. Pour ce qui est des demandes de renseignements reçues après ce délai, il est possible qu'on ne puisse pas y répondre.

Les soumissionnaires devraient citer le plus fidèlement possible le numéro de l'article de la demande de soumissions auquel se rapporte la question et prendre soin d'énoncer chaque question de manière suffisamment détaillée pour que le Canada puisse y répondre avec exactitude. Les demandes de

renseignements techniques qui ont un caractère exclusif doivent porter clairement la mention « exclusif » vis-à-vis de chaque article pertinent. Les éléments portant la mention « exclusif » feront l'objet d'une discrétion absolue, sauf dans les cas où le Canada considère que la demande de renseignements n'a pas un caractère exclusif. Dans ce cas, le Canada peut réviser les questions ou peut demander au soumissionnaire de le faire, afin d'en éliminer le caractère exclusif, et permettre la transmission des réponses à tous les soumissionnaires. Le Canada peut ne pas répondre aux demandes de renseignements dont la formulation ne permet pas de les diffuser à tous les soumissionnaires.

2.6 Lois applicables

Tout contrat subséquent sera interprété et régi selon les lois en vigueur Ontario, et les relations entre les parties seront déterminées par ces lois.

À leur discrétion, les soumissionnaires peuvent indiquer les lois applicables d'une province ou d'un territoire canadien de leur choix, sans que la validité de leur soumission ne soit mise en question, en supprimant le nom de la province ou du territoire canadien précisé et en insérant le nom de la province ou du territoire canadien de leur choix. Si aucun changement n'est indiqué, cela signifie que les soumissionnaires acceptent les lois applicables indiquées.

2.7 Améliorations apportées au besoin pendant la demande de soumissions

Les soumissionnaires qui estiment qu'ils peuvent améliorer, techniquement ou technologiquement, le devis descriptif ou l'énoncé des travaux contenus dans la demande de soumissions, sont invités à fournir des suggestions par écrit à l'autorité contractante identifiée dans la demande de soumissions. Les soumissionnaires doivent indiquer clairement les améliorations suggérées et les motifs qui les justifient. Les suggestions, qui ne restreignent pas la concurrence ou qui ne favorisent pas un soumissionnaire en particulier, seront examinées à la condition qu'elles parviennent à l'autorité contractante au plus tard quinze (15) jours avant la date de clôture de la demande de soumissions. Le Canada aura le droit d'accepter ou de rejeter n'importe quelle ou la totalité des suggestions proposées.

2.8 Processus de contestation des offres et mécanismes de recours

- (a) Les fournisseurs potentiels ont accès à plusieurs mécanismes pour contester des aspects du processus d'approvisionnement jusqu'à l'attribution du marché, inclusivement.
- (b) Le Canada invite les fournisseurs à porter d'abord leurs préoccupations à l'attention de l'autorité contractante. Le site Web du Canada [Achats et ventes](#), sous le titre « [Processus de contestation des soumissions et mécanismes de recours](#) », fournit de l'information sur les organismes de traitement des plaintes possibles, notamment :
 - Bureau de l'ombudsman de l'approvisionnement (BOA)
 - Tribunal canadien du commerce extérieur (TCCE)
- (c) Les fournisseurs devraient savoir que des **délais stricts** sont fixés pour le dépôt des plaintes et qu'ils varient en fonction de l'organisation concernée. Les fournisseurs devraient donc agir rapidement s'ils souhaitent contester un aspect du processus d'approvisionnement.

PARTIE 3 – INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES SOUMISSIONS

3.1 Instructions pour la préparation des soumissions **Note : Il s'agit uniquement d'une ébauche de demande de propositions.**

Le Canada demande que la soumission soit présentée en sections distinctes comme suit :

- Section I : Soumission technique – 1 Copie Électronique
- Section II : Soumission financière - 1 Copie Électronique
- Section III : Attestations - 1 Copie Électronique
- Section IV : Renseignements supplémentaires - 1 Copie Électronique
- Section V : Soumissions pour les retombées industrielles et technologiques - 1 Copie Électronique

Les prix ne doivent apparaître que dans le budget financier. Aucune prix ne doit être indiquée dans une autre section de l'offre. **Note : Il s'agit uniquement d'une ébauche de demande de propositions. Les renseignements financiers ne seront utilisés qu'à des fins de planification.**

Section IA : Soumission technique

- a. Achèvement de l'annexe E – Critères obligatoires et Évalue, une démonstration de la façon dont le soumissionnaire s'est conforme aux exigences de chaque paragraphe de l'énoncé de travail sur le rendement à l'annexe A, y compris les annexes de l'énoncé de travail sur le rendement. Il ne suffit pas de reprendre simplement les énoncés contenus dans la demande de soumissions. Afin de faciliter l'évaluation de la soumission, le Canada demande que les soumissionnaires reprennent les sujets dans l'ordre des critères d'évaluation, sous les mêmes rubriques. Pour éviter les recoupements, les soumissionnaires peuvent faire référence à différentes sections de leur soumission en indiquant le numéro de l'alinéa et de la page où le sujet visé est déjà traité.
- b. Le soumissionnaire doit joindre à l'offre les produits livrables obligatoires indiqués dans l'annexe E.

Section II : Soumission financière - N/A Au stade de l'ébauche

3.1.1 Les soumissionnaires doivent présenter leur soumission financière en conformité avec l'Annexe —.

3.1.1 Liste des principales hypothèses des prévisions d'activité annuelles

Dans le cadre de la (ébauche) de la demande de propositions (DDP), Le Canada fournira une liste des principales hypothèses de prévision annuelle des activités, à l'Appendice 2 de l'Annexe A, contenant des variables clés dont le soumissionnaire doit tenir compte dans la préparation de son budget financier couvrant la période initiale de cinq (5) ans de l'entreprise contractuelle. **Remarque : au moment de la demande de propositions (provisoire), la liste des principales hypothèses de prévision annuelle des activités demeure en cours et n'est pas complète, avec des informations révisées et supplémentaires attendues jusqu'à la demande de proposition finale.**

3.1.2 Paiement électronique de factures – soumission

Si vous êtes disposés à accepter le paiement de factures au moyen d'instruments de paiement électronique, compléter l'Appendice A de la Partie 3 Instruments de paiement électronique, afin d'identifier lesquels sont acceptés.

Si l'Appendice A de la Partie 3 Instruments de paiement électronique n'a pas été complétée, il sera alors convenu que le paiement de factures au moyen d'instruments de paiement électronique ne sera pas accepté.

L'acceptation des instruments de paiement électronique ne sera pas considérée comme un critère d'évaluation.

3.1.3 Fluctuation du taux de change

C3011T (2013-11-06), Fluctuation du taux de change

Section III : Attestations

Les soumissionnaires doivent présenter les attestations et les renseignements supplémentaires exigés à la Partie 5.

Section IV : Renseignements supplémentaires

3.1.4 Installations ou locaux proposés par le soumissionnaire nécessitant des mesures de sauvegarde

- a. Tel qu'indiqué à la Partie 6 Exigences relatives à la sécurité, le soumissionnaire doit fournir l'adresse complète de ses installations ou de ses locaux et celles des individus proposés, pour lesquelles des mesures de sauvegarde sont nécessaires à la réalisation des travaux :

N° civique / nom de la rue, unité / N° de bureau / d'appartement
Ville, province, territoire / État
Code postal / code zip
Pays

- b. L'agent de sécurité d'entreprise doit s'assurer, par l'entremise du Programme de sécurité des contrats que le soumissionnaire et les individus proposés sont titulaires d'une cote de sécurité en vigueur et au niveau exigé, tel que décrit à la Partie 6 – Exigences relatives à la sécurité, exigences financières et autres exigences.

Section V : Soumissions pour les retombées industrielles et technologiques

Dans le cadre de sa soumission, le soumissionnaire doit se référer les annexes suivantes pour les instructions et les exigences relatives aux retombées industrielles et technologiques.

Annexe - Retombées Industrielles et Technologiques – Instructions aux soumissionnaires

Annexe - Retombées Industrielles et Technologiques – Termes et conditions

Les résultats et l'évaluation de la proposition des retombées Industrielles et Technologiques seront déterminés par Industrie Canada, seront transmises à l'Autorité Contractante, qui les intégrera ensuite dans les résultats globaux de l'évaluation de soumissions.

PARTIE 4 – PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION

4.1 Procédures d'évaluation

- (a) Les soumissions seront évaluées par rapport à l'ensemble des exigences de la demande de soumissions, incluant les critères d'évaluation techniques, de gestion, financiers, et Retombées Industrielles et Technologiques).
- b) Une équipe d'évaluation composée de représentants du Canada évaluera les soumissions.

4.1.1 Évaluation technique

a. Les critères techniques obligatoires et les critères techniques cotés sont inclus dans l'**annexe A**, Énoncé de travail sur le rendement, et l'appendice supplémentaires, A l'**annexe C** – Critères obligatoires et Évalue, tableau 1.

b. Les produits techniques obligatoires indiqués obligatoires indiqués au tableau 1 de l'annexe C.

4.1.2 Évaluation financière

4.1.3.1 Critères financiers obligatoires – **Section en Construction**

- a. Le Soumissionnaire doit joindre à l'offre tous les renseignements financiers demandés à l'**annexe** pour trier l'évaluation financière, conformément à la Annex B - base de paiement.
- b. Le prix de la soumission sera évalué en dollars canadiens, taxes applicables exclues, Destination FCA, droits de douane et taxes d'accise canadiens inclus.

4.2 Méthode de sélection- **AUCUNE sélection ne sera faite à l'étape de l'ébauche de la demande de propositions.**

PARTIE 5 – ATTESTATIONS ET RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES

Les soumissionnaires doivent fournir les attestations et les renseignements supplémentaires exigés pour qu'un contrat leur soit attribué.

Les attestations que les soumissionnaires remettent au Canada peuvent faire l'objet d'une vérification à tout moment par le Canada. À moins d'indication contraire, le Canada déclarera une soumission non recevable, ou à un manquement de la part de l'entrepreneur s'il est établi qu'une attestation du soumissionnaire est fautive, sciemment ou non, que ce soit pendant la période d'évaluation des soumissions, ou pendant la durée du contrat.

L'autorité contractante aura le droit de demander des renseignements supplémentaires pour vérifier les attestations du soumissionnaire. À défaut de répondre et de coopérer à toute demande ou exigence imposée par l'autorité contractante, la soumission sera déclarée non recevable, ou constituera un manquement aux termes du contrat.

5.1 Attestations exigées avec la soumission

Les soumissionnaires doivent fournir les attestations suivantes dûment remplies avec leur soumission.

5.1.1 Dispositions relatives à l'intégrité - déclaration de condamnation à une infraction

Conformément aux dispositions relatives à l'intégrité des instructions uniformisées, tous les soumissionnaires doivent présenter avec leur soumission, **s'il y a lieu**, le formulaire de déclaration d'intégrité disponible sur le site Web [Intégrité – Formulaire de déclaration](http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ci-if/declaration-fra.html) (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ci-if/declaration-fra.html>), afin que leur soumission ne soit pas rejetée du processus d'approvisionnement.

5.1.2 Attestations additionnelles requises avec la soumission

5.2 Attestations préalables à l'attribution du contrat et renseignements supplémentaires

Les attestations et les renseignements supplémentaires énumérés ci-dessous devraient être remplis et fournis avec la soumission mais ils peuvent être fournis plus tard. Si l'une de ces attestations ou renseignements supplémentaires ne sont pas remplis et fournis tel que demandé, l'autorité contractante informera le soumissionnaire du délai à l'intérieur duquel les renseignements doivent être fournis. À défaut de fournir les attestations ou les renseignements supplémentaires énumérés ci-dessous dans le délai prévu, la soumission sera déclarée non recevable.

5.2.1 Dispositions relatives à l'intégrité – documentation exigée

Conformément à l'article intitulé Renseignements à fournir lors d'une soumission, de la passation d'un contrat ou de la conclusion d'un accord immobilier de la [Politique d'inadmissibilité et de suspension](http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ci-if/politique-policy-fra.html) (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ci-if/politique-policy-fra.html>), le soumissionnaire doit présenter la documentation exigée, s'il y a lieu, afin que sa soumission ne soit pas rejetée du processus d'approvisionnement.

5.2.2 Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi - Attestation de soumission

En présentant une soumission, le soumissionnaire atteste que le soumissionnaire, et tout membre de la coentreprise si le soumissionnaire est une coentreprise, n'est pas nommé dans la liste des « soumissionnaires à admissibilité limitée du PCF » du Programme de contrats fédéraux (PCF) pour l'équité en matière d'emploi disponible au bas de la page du site Web [d'Emploi et Développement social Canada \(EDSC\) – Travail](#).

Le Canada aura le droit de déclarer une soumission non recevable si le soumissionnaire, ou tout membre de la coentreprise si le soumissionnaire est une coentreprise, figure dans la liste des « soumissionnaires à admissibilité limitée du PCF » au moment de l'attribution du contrat.

Le Canada aura aussi le droit de résilier le contrat pour manquement si l'entrepreneur, ou tout membre de la coentreprise si l'entrepreneur est une coentreprise, figure dans la liste des « [soumissionnaires à admissibilité limitée du PCF](#) » pendant la durée du contrat.

Le soumissionnaire doit fournir à l'autorité contractante l'annexe intitulée Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi – Attestation remplie avant l'attribution du contrat. Si le soumissionnaire est une coentreprise, il doit fournir à l'autorité contractante l'annexe Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi - Attestation remplie pour chaque membre de la coentreprise.

5.2.3 Attestations additionnelles préalables à l'attribution du contrat

5.2.3.2 Statut et disponibilité du personnel

CCUA clause [A3005T](#) (2019-11-28) – Statut et disponibilité du personnel

PARTIE 6 – EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ, EXIGENCES FINANCIÈRES ET AUTRES EXIGENCES

6.1 Exigences relatives à la sécurité

1. Avant l'attribution d'un contrat, les conditions suivantes doivent être respectées :

- a) le soumissionnaire doit détenir une attestation de sécurité d'organisme valable tel qu'indiqué à la Partie 7 – Clauses du contrat subséquent;
 - b) les individus proposés par le soumissionnaire et qui doivent avoir accès à des renseignements ou à des biens de nature protégée ou classifiée ou à des établissements de travail dont l'accès est réglementé doivent posséder une attestation de sécurité tel qu'indiqué à la Partie 7 – Clauses du contrat subséquent;
 - c) le soumissionnaire doit fournir le nom de tous les individus qui devront avoir accès à des renseignements ou à des biens de nature protégée ou classifiée ou à des établissements de travail dont l'accès est réglementé;
 - d) le lieu proposé par le soumissionnaire pour la réalisation des travaux et la sauvegarde des documents doit satisfaire aux exigences relatives à la sécurité précisées à la Partie 7– Clauses du contrat subséquent;
 - e) le soumissionnaire doit fournir l'adresse des lieux proposés pour la réalisation des travaux et la sauvegarde des documents, tel qu'indiqué à la Partie 3 – section IV Renseignements supplémentaires.
2. On rappelle aux soumissionnaires d'obtenir rapidement la cote de sécurité requise. La décision de retarder l'attribution du contrat, pour permettre au soumissionnaire retenu d'obtenir la cote de sécurité requise, demeure à l'entière discrétion de l'autorité contractante.
 3. Pour de plus amples renseignements sur les exigences relatives à la sécurité, les soumissionnaires devraient consulter le site Web du [Programme de sécurité des contrats](http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/esc-src/introduction-fra.html) de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/esc-src/introduction-fra.html>).

6.2 Capacité financière

1. **Exigences en matière de capacité financière** : Le soumissionnaire doit avoir la capacité financière nécessaire pour répondre à ce besoin. Afin d'évaluer la capacité financière du soumissionnaire, l'autorité contractante pourra, dans un avis écrit à l'intention du soumissionnaire, exiger que ce dernier fournisse une partie ou la totalité des renseignements financiers dont il est question ci-dessous durant l'évaluation des soumissions. Le soumissionnaire doit fournir à l'autorité contractante les renseignements suivants dans un délai de quinze (15) jours ouvrables suivant la réception d'une demande de l'autorité contractante ou dans un délai précisé par l'autorité contractante dans l'avis.
 - a. Les états financiers vérifiés ou, si ces derniers ne sont pas disponibles, les états financiers non vérifiés (préparés par la firme de comptabilité externe du soumissionnaire, s'il y a lieu, ou encore préparés à l'interne si aucun état financier n'a été préparé par un tiers) pour les trois derniers exercices

financiers du soumissionnaire ou, si l'entreprise est en opérations depuis moins de trois ans, pour toute la période en question (incluant au minimum le bilan, l'état des bénéfices non répartis, l'état des résultats et les notes afférentes aux états financiers).

- b. Si les états financiers mentionnés au paragraphe 1.a) datent de plus de cinq mois précédant la date à laquelle l'autorité contractante demande l'information, le soumissionnaire doit également fournir, à moins que ce soit interdit par une loi dans le cas des sociétés ouvertes au public, les derniers états financiers trimestriels (comprenant un bilan et un état des résultats depuis le début de l'exercice), datant de deux mois précédant la date à laquelle l'autorité contractante demande cette information.
- c. Si le soumissionnaire n'exerce pas ses activités depuis au moins un exercice complet, il doit fournir les renseignements suivants :
 - i. le bilan d'ouverture en date de début des activités (dans le cas d'une corporation, un bilan à la date de la constitution de la société);
 - ii. les derniers états financiers trimestriels (comprenant un bilan et un état des résultats depuis le début de l'exercice) datant de deux mois précédant la date à laquelle l'autorité contractante demande cette information.
- d. Une attestation de la part du directeur financier ou d'un signataire autorisé du soumissionnaire stipulant que les renseignements financiers fournis sont exacts et complets.
- e. Une lettre de confirmation émise par toutes les institutions financières ayant fourni du financement à court terme au soumissionnaire. Cette lettre doit faire état du montant total des marges de crédit accordées au soumissionnaire ainsi que du crédit toujours disponible, et non utilisé, un mois précédant la date à laquelle l'autorité contractante demande cette information.
- f. Un état mensuel détaillé des flux de trésorerie portant sur toutes les activités du soumissionnaire (y compris le besoin) pour les deux premières années du

besoin visé par la demande de soumissions, à moins que ce soit interdit par une loi. Cet état doit contenir des détails sur les principales sources de financement et sur le montant de ce financement du soumissionnaire, ainsi que sur les principaux décaissements réalisés chaque mois, dans le cadre de toutes les activités du soumissionnaire. Toutes les hypothèses devraient y être expliquées, ainsi que toute information sur le mode de financement des déficits.

- g. Un état mensuel détaillé des flux de trésorerie pour les deux premières années du besoin visé par la demande de soumissions, à moins que ce soit interdit par une loi. Cet état doit contenir des détails sur les principales sources de financement et sur le montant de ce financement du soumissionnaire, ainsi que sur les principaux décaissements réalisés chaque mois dans le cadre du besoin. Toutes les hypothèses devraient y être expliquées, ainsi que toute information sur le mode de financement des déficits.

2. Si le soumissionnaire est une coentreprise, les renseignements financiers exigés par l'autorité contractante doivent être fournis par chaque membre de la coentreprise.
3. Si le soumissionnaire est une filiale d'une autre entreprise, alors les renseignements financiers mentionnés aux paragraphes 1. a) à f) exigés par l'autorité contractante doivent être fournis par la société mère elle-même. Toutefois, la fourniture des renseignements financiers de la société mère ne répond pas à elle seule à l'exigence selon laquelle le soumissionnaire doit fournir ses renseignements financiers, et la capacité financière de la société mère ne peut pas remplacer la capacité financière du soumissionnaire, à moins qu'un consentement de la société mère à signer une garantie de la société mère, rédigée par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC), ne soit fourni avec les renseignements exigés.
4. **Renseignements financiers déjà fournis à TPSGC:** Le soumissionnaire n'est pas tenu de soumettre de nouveau des renseignements financiers demandés par l'autorité contractante qui sont déjà détenus en dossier à TPSGC par la Direction des services des politiques, de la vérification et de l'analyse des coûts du Secteur de la politique, du risque, de l'intégrité et de la gestion stratégique, à condition que dans le délai susmentionné :

- a. le soumissionnaire indique par écrit à l'autorité contractante les renseignements précis qui sont en dossier et le besoin à l'égard duquel ces renseignements ont été fournis;
- b. le soumissionnaire autorise l'utilisation de ces renseignements pour ce besoin.

Il incombe au soumissionnaire de confirmer auprès de l'autorité contractante que ces renseignements sont encore détenus par TPSGC.

5. **Autres renseignements** : Le Canada se réserve le droit de demander au soumissionnaire de fournir tout autre renseignement requis par le Canada pour procéder à une évaluation complète de la capacité financière du soumissionnaire.
6. **Confidentialité** : Si le soumissionnaire fournit au Canada, à titre confidentiel, les renseignements exigés ci-dessus et l'informe de la confidentialité des renseignements divulgués, le Canada doit traiter ces renseignements de façon confidentielle, suivant les dispositions de la [Loi sur l'accès à l'information](#), L.R., 1985, ch. A-1, alinéas 20(1)b) et c).
7. **Sécurité** : Pour déterminer si le soumissionnaire a la capacité financière requise pour répondre au besoin, le Canada pourra prendre en considération toute garantie que le soumissionnaire peut lui offrir, aux frais du soumissionnaire (par exemple, une lettre de crédit irrévocable provenant d'une institution financière enregistrée et émise au nom du Canada, une garantie d'exécution provenant d'une tierce partie, ou toute autre forme de garantie exigée par le Canada).

6.3 Exigences relatives aux marchandises contrôlées

Clause du *Guide des CCUA* [A9130T](#) (2019-11-28) Programme des marchandises contrôlées

6.4 Exigences en matière d'assurance

Le soumissionnaire doit fournir une lettre d'un courtier ou d'une compagnie d'assurances autorisé à faire des affaires au Canada stipulant que le soumissionnaire, s'il obtient un contrat à la suite de la demande de soumissions, peut être assuré conformément aux exigences en matière d'assurance décrites à *l'annexe _*.

Note : L'annexe est en construction

Si l'information n'est pas fournie dans la soumission, l'autorité contractante en informera le soumissionnaire et lui donnera un délai afin de se conformer à cette exigence. Le défaut de répondre à la demande de l'autorité

contractante et de se conformer à l'exigence dans les délais prévus aura pour conséquence que la soumission sera déclarée non recevable.

PARTIE 7 – CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT

Les clauses et conditions suivantes s'appliquent à tout contrat subséquent découlant de la demande de soumissions et en font partie intégrante.

7.1 Énoncé de Travail à exécuter

Le directeur de la Gestion du programme d'équipement aérospatial du ministère de la Défense nationale (MDN) a besoin d'établir un contrat de soutien en service à long terme, bénéficiaire et basé sur les performances des avions CF-18 afin de supporter la flotte des avions de combat multirole CF-18 de l'Aviation royale canadienne (ARC) jusqu'à la fin de sa durée de vie opérationnelle. Le ralentissement de la flotte est prévu vers la fin de l'année fiscale 2025/2026 et l'élimination complète de la flotte est prévu d'ici la fin de l'année fiscale 2032/2033.

L'entreprise de soutien comprend toutes les organisations qui jouent un rôle dans les résultats requis par le Canada à l'appui des systèmes AVS de la flotte de CF-18. Il est prévu que l'établissement de ce contrat à long terme facilitera la planification stratégique pour toutes les parties intéressées, permettra l'établissement de relations et fera évoluer les services contractuels tout au long du soutien de la flotte.

L'entreprise de soutien pour les avions CF-18 est conçu pour soutenir la flotte de CF-18 dans le cadre de ses opérations dans le monde entier et l'entrepreneur sera intégrer en fournissant un soutien à la maintenance AVS CF-18 qui est aligné pour répondre aux exigences de l'ARC pour maintenir une capacité opérationnelle à long terme. L'entreprise de soutien fournira également un soutien aux systèmes d'armes tout en répondant aux exigences de disponibilité de l'ARC et en obtenant la meilleure valeur en fonction des performances démontrées et de l'amélioration continue. Les exigences du soutien en service de CF-18 comprennent, mais ne sont pas limitées, tous les systèmes et sous-systèmes avioniques du CF-18. Ceci comprend également les activités futures de mise à niveau et l'intégration des résultats du maintien en puissance du groupe de propulsion (PGS) et du véhicule aérien primaire (PAV).

L'entrepreneur du soutien de service avionique du CF-18 doit avoir la capacité (à l'exception du matériel fourni par le gouvernement) de fournir de l'équipement et des services de soutien à une grande flotte d'avions militaires à voilure fixe et de composants d'origine américaine, qui doivent parfois être adaptés aux besoins uniques du Canada pendant plusieurs années, et englobent les principaux services de soutien suivants:

- Gestion des programmes;
- Soutien technique;
- Soutien de maintenance;
- Gestion du matériel;
- Données techniques et Gestion des publications techniques;
- Gestion de l'information et Service de soutien en matière de technologie de l'information;
- Exigences en ressources (support de formation pour les ailes)

Certains travaux seront effectués « au fur et à mesure des besoins ».

L'entrepreneur doit fournir des résultats contractuels qui permettent de répondre aux exigences de haut niveau de l'ARC sans interruption de service tout en garantissant une combinaison optimale de performances, d'optimisation des ressources, de flexibilité et d'avantages économiques.

Résultats contractuels

Les résultats contractuels pour permettre la réalisation des exigences de haut niveau de l'ARC, qui sont définies en détails à l'annexe A - Énoncé de travail sur le rendement sont:

Gestion des programmes

Gestion des programmes
Disponibilité et conformité des données techniques/financières
Réduction des coûts du programme avionique

Responsabilité du matériel

Disponibilité des pièces AVS (demandes non satisfaites / temps d'attente moyen)
Fiabilité des pièces AVS
Disponibilité du kit d'emballage
Optimisation des pièces

Publications, Systèmes de technologie de l'information

Publications techniques / Disponibilité et conformité des manuels techniques électroniques interactifs
Disponibilité de l'environnement d'information électronique

Opérations

Disponibilité (gestion de flotte)
Conformité de l'état
Soutien aux opérations de maintenance (y compris le soutien à la formation)

Innovation, Sciences et Développement économique Canada

Conformité à la politique des retombées industrielles et technologiques et aux engagements de la proposition de valeur.

Gestion du rendement

L'annexe D - Spécification de gestion du rendement est l'élément essentiel de tout contrat basé sur le rendement puisque qu'elle relie l'annexe A - Énoncé de travail sur le rendement et l'annexe B - Base de paiement pour s'assurer que le gouvernement canadien atteint les résultats souhaités tout en veillant à ce que l'entrepreneur fournisse le rendement tout en maintenant l'optimisation des ressources pour le Canada.

La performance de l'entrepreneur dans la réalisation des résultats contractuels sera mesurée par rapport aux exigences de performance spécifiques qui sont entièrement définies à l'annexe D - Spécifications de gestion de la performance.

7.1.1 Option de prolongation du contrat

L'entrepreneur accorde au Canada l'option irrévocable de prolonger la durée du contrat pour au plus cinq (5) période(s) supplémentaire(s) de Un (1) année(s) chacune, selon les mêmes conditions. L'entrepreneur accepte

que pendant la période prolongée du contrat, il sera payé conformément aux dispositions applicables prévues à la Base de paiement.

Le Canada peut exercer cette option à n'importe quel moment, en envoyant un avis écrit à l'entrepreneur au moins 180 jours civils avant la date d'expiration du contrat. Cette option ne pourra être exercée que par l'autorité contractante et sera confirmée, pour des raisons administratives seulement, par une modification au contrat.

7.1.2 Autorisation de tâches

La totalité ou une partie des travaux du contrat seront réalisés sur demande, au moyen d'une autorisation de tâches. Les travaux décrits dans l'autorisation de tâches doivent être conformes à la portée du contrat.

7.1.2.1 Processus d'autorisation de tâches

Processus d'autorisation des tâches :

1. Le responsable technique fournira à l'entrepreneur une description des tâches au moyen du « Formulaire d'autorisation des tâches pour les clients autres que le MDN », ou le « Formulaire d'autorisation des tâches DND 626 », ou encore le formulaire « Autorisation de tâches » de l'annexe _____. – *insérer à l'attribution du contrat.*
2. L'AT comprendra les détails des activités à exécuter, une description des produits à livrer et un calendrier indiquant les dates d'achèvement des activités principales ou les dates de livraison des produits livrables. L'AT comprendra également les bases et les méthodes de paiement applicables, comme le précise le contrat.
3. Dans les (30) jours civils suivant la réception de l'AT, l'entrepreneur doit fournir au responsable technique le coût total estimatif proposé pour l'exécution des tâches et une ventilation de ce coût, établie conformément à la Base de paiement du contrat.
4. L'entrepreneur ne doit pas commencer les travaux avant la réception de l'AT autorisée par responsable approvisionnement. L'entrepreneur reconnaît que avant la réception d'une AT le travail effectué sera à ses propres risques.

7.1.2.2 Limite d'autorisation de tâches

Le responsable approvisionnement peut autoriser les autorisations de tâches individuelles jusqu'à une limite de *A insérer lors de l'attribution du marche* \$, les taxes applicables incluses, y compris toutes révisions.

Une autorisation de tâches qui dépasserait cette limite doit être autoriser par le responsable approvisionnement et l'autorité contractante avant d'être émise.

7.1.2.3 Obligation du Canada – portion des travaux réalisés au moyen d'autorisations de tâches

L'obligation du Canada à l'égard de la portion des travaux qui est réalisée en vertu du contrat au moyen d'autorisations de tâches est limitée au montant total des tâches effectivement réalisées par l'entrepreneur

7.1.2.4 Rapports d'utilisation périodiques – contrats avec autorisations de tâches

L'entrepreneur doit compiler et tenir à jour des données sur les services fournis au gouvernement fédéral, conformément à l'autorisation de tâches approuvée émise dans le cadre du contrat.

L'entrepreneur doit fournir ces données conformément aux exigences d'établissement de rapports précisées ci-dessous ou dans *l'annexe ____*. Si certaines données ne sont pas disponibles, la raison doit en être indiquée. Si aucun service n'a été fourni pendant une période donnée, l'entrepreneur doit soumettre un rapport portant la mention « néant ».

Les données doivent être présentées tous les trimestres à l'autorité contractante.

Voici la répartition des trimestres :

premier trimestre : du 1er avril au 30 juin;

deuxième trimestre : du 1er juillet au 30 septembre;

troisième trimestre : du 1er octobre au 31 décembre;

quatrième trimestre : du 1er janvier au 31 mars.

Les données doivent être présentées à l'autorité contractante dans les (30) jours civils suivant la fin de la période de référence.

Exigence en matière de rapport - Explications

Il faut tenir à jour un dossier détaillé de toutes les tâches approuvées pour chaque contrat avec une autorisation de tâches (AT). Le dossier doit comprendre

Pour chaque AT autorisée:

- i. le numéro de la tâche autorisée ou le numéro de révision de la tâche;
- ii. le titre ou une courte description de chaque tâche autorisée;

- iii. le coût estimatif total précisé dans l'AT autorisée de chaque tâche, excluant les taxes applicables;
- iv. le montant total, excluant les taxes applicables, dépensé jusqu'à maintenant pour chaque AT autorisée;
- v. dates de début et de fin de chaque AT autorisée;
- vi. l'état actuel de chaque AT autorisée, (s'il y a lieu).

Pour toutes les AT autorisées:

- i. Le montant (excluant les taxes applicables) précisé dans le contrat (selon la dernière modification, s'il y a lieu) de la responsabilité totale du Canada envers l'entrepreneur pour toutes les AT autorisées;
- ii. le montant total, excluant les taxes applicables, dépensé jusqu'à présent pour toutes les AT autorisées.

7.1.2.5 Autorisation de tâches – ministère de la Défense nationale

Le processus d'autorisation de tâches sera administré par DAP 5-2-5. Ce processus comprend la surveillance, le contrôle et le rapport des dépenses dans le cadre du contrat avec des autorisations de tâches à l'intention de l'autorité contractante

7.2 Clauses et conditions uniformisées

Toutes les clauses et conditions identifiées dans le contrat par un numéro, une date et un titre sont reproduites dans le [Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat](https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat) (<https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat>) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

7.2.1 Conditions générales

[2035](#) (2022-05-12), Conditions générales - besoins plus complexes de services, s'appliquent au contrat et en font partie intégrante.

7.2.2 Conditions générales supplémentaires

[4002](#) (2010-08-16) – Services d'élaboration ou modification de logiciels

[4012](#) (2012-07-016) – Biens – besoins plus complexes

7.3 Exigences relatives à la sécurité.

7.3.1 Les exigences relatives à la sécurité suivantes (LVERS et clauses connexes, tel que prévu par le Programme de sécurité des contrats) s'appliquent et font partie intégrante du contrat.

1. L'entrepreneur doit détenir en permanence, pendant l'exécution du contrat ou, une cote de sécurité d'installation valable au niveau SECRET, ainsi que l'une des cotes approuvées suivantes cote de protection des documents au niveau SECRET ainsi qu'une cote de production au niveau SECRET, délivrés par la Direction de la sécurité industrielle canadienne de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC) et un compte COMSEC au niveau SECRET, délivrée par la Centre de la sécurité des télécommunications Canada (CSTC).
2. Ce contrat comprend un accès à des marchandises contrôlées. Avant d'avoir accès, le soumissionnaire doit être inscrit au Programme des Marchandises Contrôlées de Travaux Publics et Services Gouvernementaux Canada

Pour avoir accès aux marchandises contrôlées, TOUS LES MEMBRES du personnel de l'entrepreneur, que le MDN juge être un entrepreneur intégré, conformément à l'échange de lettres entre le MDN et le Département d'État des États-Unis, doivent être citoyens canadiens et détenir une attestation de sécurité valide au niveau SECRET, délivrée ou approuvée par la DSIC de TPSGC.

3. Les membres du personnel de l'entrepreneur devant avoir accès à des renseignements ou à des biens PROTÉGÉS, ou à des établissements de travail dont l'accès est réglementé, doivent TOUS détenir une cote de sécurité du personnel valable au niveau FIABILITÉ, délivrée ou approuvée par la Direction de la sécurité industrielle canadienne (DSIC) de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC).
4. Les membres du personnel de l'entrepreneur devant avoir accès à des renseignements ou à des biens CLASSIFIÉS, ou à des établissements de travail dont l'accès est réglementé, **doivent être des citoyens du Canada ou des États-Unis** et doivent TOUS détenir une cote de sécurité du personnel valable au niveau CONFIDENTIEL ou SECRET, tel que requis, délivrée ou approuvée par la Direction de la sécurité industrielle canadienne (DSIC) de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC).
5. Les membres du personnel de l'entrepreneur ou de l'offrant devant avoir accès à des renseignements ou à des biens CLASSIFIÉS portant la mention "CITOYENS CANADIENS SEULEMENT", dont l'accès est réglementé, **doivent être citoyens du Canada** et doivent TOUS détenir une cote de sécurité du personnel valable au niveau CONFIDENTIEL ou SECRET, tel que requis, délivrée ou approuvée par la DSIC, TPSGC.
6. Les membres du personnel de l'entrepreneur ou de l'offrant devant avoir accès à des renseignements ou à des biens PROTÉGÉS ÉTRANGER, ou à des établissements de travail dont l'accès est réglementé, doivent TOUS détenir une cote de sécurité du personnel valable au niveau FIABILITÉ, délivrée ou approuvée par la Direction de la sécurité industrielle canadienne (DSIC) de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC).
7. Les membres du personnel de l'entrepreneur ou de l'offrant devant avoir accès à des renseignements ou à des biens CLASSIFIÉS ÉTRANGER, ou à des établissements de travail dont l'accès est réglementé, **doivent être des citoyens du Canada ou des États-Unis** et doivent TOUS détenir une cote de sécurité du personnel valable au niveau CONFIDENTIEL ou SECRET, tel que requis, délivrée ou approuvée par la Direction de la sécurité industrielle canadienne (DSIC) de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC).
8. Les membres du personnel de l'entrepreneur ou de l'offrant devant avoir accès à des renseignements ou à des biens COMSEC, **doivent être des citoyens du Canada** et détenir une cote de sécurité du personnel valable proportionné avec les renseignements ou les biens qui seront accédés, avoir un besoin de connaître et ont été soumis à une séance d'information COMSEC et ont signé un certificat de séance d'information COMSEC. L'accès par des étrangers nationale ou

des résidents étrangers doit être approuvé par les Services à la Clientèle Chef de TI CSTC sur une base de cas-par-cas.

9. L'entrepreneur NE DOIT PAS utiliser ses propres systèmes informatiques pour traiter, produire ou stocker électroniquement des renseignements ou des données et(ou) de production au niveau PROTÉGÉS/CLASSIFIÉS tant que la DSIC de TPSGC ne lui en aura pas donné l'autorisation par écrit. Lorsque cette autorisation aura été délivrée, ces tâches pourront être exécutées au niveau SECRET compris un lien électronique au niveau PROTÉGÉS A.

10. Les contrats de sous-traitance comportant des exigences relatives à la sécurité NE doivent pas être attribués sans l'autorisation écrite préalable de la DSIC de TPSGC.

11. L'entrepreneur ou l'offrant doit respecter les dispositions :

- a) de la Liste de vérification des exigences relatives à la sécurité et directive de sécurité (s'il y a lieu), reproduite ci-joint à l'Annexe C;
- b) du *Manuel de la sécurité industrielle* (dernière édition) et du *Guide industriel de contrôle des matériaux COMSEC* (GICMC), émis par l'entremise de la DSIC de TPSGC.

NOTÉ :

Le matériel de saisie de données et les périphériques connexes portant (ou destinés à porter) la mise en garde « CRYPTO » sont soumis en permanence à des mises en garde particulières, à savoir : entreposage en vrac, sous garde dans les établissements des utilisateurs; en cours d'utilisation; ou en attente de destruction. Le matériel de saisie de données doit être entreposé dans une armoire de sécurité approuvée et fermant à clé, dans une zone protégée par des gardiens de sécurité ou par un système de détection des intrusions lorsqu'ils sont laissés sans surveillance par un personnel du compte COMSEC ou les utilisateurs autorisés.

Il y a des niveaux multiples de contrôle de sécurité du personnel associé avec ce dossier. Dans ce cas, un Guide de Classification de Sécurité doit être ajouté au LVERS afin de clarifier ces contrôles de sécurité. Le Guide de Classification de Sécurité est habituellement généré par l'autorité de projet et/ou l'autorité de sécurité de l'organisation.

Il y a des niveaux multiples de restrictions relatives à la diffusion associé avec ce dossier. Dans ce cas, un Guide de Sécurité devrait être ajouté au LVERS afin de clarifier ces restrictions. Le Guide de Sécurité est habituellement généré par l'autorité de projet et/ou l'autorité de sécurité de l'organisation.

7.3.2 Installations ou locaux de l'entrepreneur nécessitant des mesures de sauvegarde

7.3.2.1 Lorsque des mesures de sauvegarde sont nécessaires pour réaliser les travaux, l'entrepreneur doit diligemment tenir à jour les renseignements relatifs à ses installations ou à ses locaux, et ceux des individus proposés pour les adresses suivantes :

Numéro civique / nom de la rue, unité / N° de bureau / d'appartement
Ville, province, territoire / État
Code postal / code zip
Pays

7.3.2.2 L'agent de sécurité d'entreprise doit s'assurer, par l'entremise du Programme de sécurité des contrats que le soumissionnaire et les individus proposés sont titulaires d'une cote de sécurité en vigueur et au niveau exigé.

7.4 Durée du contrat

7.4.1 Période du contrat

La période du contrat est à partir de la date du contrat jusqu'au (insérer a l'attribution du contrat) inclusivement

7.4.2 Période de Transition – Fin du Contrat

L'entrepreneur reconnaît que la nature des services fournis en vertu du contrat exigent la continuité et qu'il peut être nécessaire d'ajouter une période de transition à la fin du contrat. L'entrepreneur accepte que le Canada puisse, à sa discrétion, prolonger le contrat d'une période de 12 mois selon les mêmes conditions afin d'assurer la transition nécessaire. L'entrepreneur accepte que, durant la période prolongée du contrat, il sera payé conformément aux dispositions applicables prévues à la Base de paiement.

L'autorité contractante avisera l'entrepreneur de la prolongation du contrat en lui faisant parvenir un avis écrit au moins 180 jours civils avant la date d'expiration du contrat. La prolongation sera confirmée, pour des raisons administratives seulement, par une modification au contrat.

7.4.3 Points de livraison

(insérer a l'attribution du contrat)

7.4.3 Instructions d'expédition (Ministère de la Défense Nationale) – entrepreneur établi au Canada

1. La livraison doit s'effectuer FCA franco transporteur _____ (Insérer le nom du lieu convenu, par ex. l'établissement de l'entrepreneur) selon les Incoterms 2000.

L'entrepreneur doit charger les biens dans les véhicules de l'entreprise de transport désigné par le ministère de la Défense nationale (MDN). Le Canada est responsable par la suite du transport des biens, du point de livraison jusqu'au destinataire.

2. Avant l'expédition des biens, l'entrepreneur doit contacter le centre de coordination suivant de la logistique intégrée du MDN par télécopieur ou courriel afin d'arranger l'expédition et fournir l'information détaillée au paragraphe 3.

Centre de coordination de la logistique intégrée (CCLI)

Téléphone 1-877-877-7423 (sans frais)

Télécopieur 1-877-877-7409 (sans frais)

Courriel ILHQOttawa@forces.gc.ca

Insérer le texte suivant dans des contrats de réparation et de révision lorsque l'entrepreneur est situé au Québec :

Logistique intégrée de la région du Québec

Téléphone 1-866-935-8673 (sans frais), ou
1-514-252-2777, poste 4673, 2852

Télécopieur 1-866-939-8673 (sans frais), ou
1-514-252-2911

Courriel 25DAFCTrafficeQM@forces.gc.ca

Lors de la préparation de l'expédition, l'entrepreneur doit fournir les renseignements suivants au centre de coordination de la logistique intégrée du MDN :

le numéro du contrat;

l'adresse du destinataire (pour les adresses multiples, les articles doivent être emballés et étiquetés séparément, et chaque article doit porter l'adresse du destinataire);

la description de chaque article;

le nombre de pièces et le type d'emballage (par ex. boîtes, caisses à claire-voie, fûts, palettes);

le poids et les dimensions réels de chaque pièce, y compris le poids brut;

les détails complets sur les marchandises dangereuses/produits dangereux selon les exigences du mode de transport applicable et les certificats nécessaires à l'expédition de marchandises dangereuses/produits dangereux dûment signés, en vertu des dispositions du Code maritime international des marchandises dangereuses, des règlements de l'Association du transport aérien international ou du [Règlement sur le transport des marchandises dangereuses](#) du Canada, ainsi qu'une copie de la fiche de données de sécurité.

Après avoir reçu cette information, le Canada fournira à l'entrepreneur des instructions pertinentes relatives à l'expédition, notamment l'obligation d'utiliser des étiquettes particulières portant l'adresse du destinataire et d'inscrire sur chaque pièce un numéro de contrôle pour le transport.

L'entrepreneur ne doit en aucun cas expédier des biens avant d'avoir reçu au préalable les instructions d'expédition du centre de coordination de la logistique intégrée du MDN.

Si l'entrepreneur livre les biens à un endroit et à une date non conformes aux instructions de livraison ou s'il ne respecte pas les instructions raisonnables de livraison fournies par le Canada, il devra alors rembourser à ce dernier tous les suppléments de frais et de coûts engagés.

7. Si la livraison des biens est reportée du fait des retards occasionnés par le Canada, la propriété sur les biens ainsi que les risques encourus doivent être transférés au Canada après un délai de 30 jours suivant la date à laquelle le Canada ou son transitaire désigné aura reçu une demande d'expédition en bonne et due forme ou 30 jours suivant la date de livraison spécifiée dans le contrat, le délai le plus long étant retenu.

7.5 Responsables

7.5.1 Autorité contractante

L'autorité contractante pour le contrat est:

Nom : Matthew MacLean
Titre : Chef d'équipe Approvisionnements
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada
Direction générale des approvisionnements
Direction : de l'approvisionnement & du soutien en équipement aérospatial & terrestre

Téléphone : 343-576-2979

Courriel : matthew.maclean@tpsgc-pwgsc.gc.ca

L'autorité contractante est responsable de la gestion du contrat, et toute modification doit être autorisée par écrit par l'autorité contractante. L'entrepreneur ne doit pas effectuer de travaux dépassant la portée du contrat ou des travaux qui n'y sont pas prévus, suite à des demandes ou instructions verbales ou écrites de toute personne autre que l'autorité contractante.

7.5.2 Responsable Technique

Le responsable Technique pour le contrat est :

Nom : _____
Titre : _____
Organisation : _____
Adresse : _____

Téléphone : ____ - ____ - ____
Télécopieur : ____ - ____ - ____
Courriel : _____

Le responsable technique représente le ministère ou organisme pour lequel les travaux sont exécutés dans le cadre du contrat. Il est responsable de toutes les questions liées au contenu technique des travaux prévus dans le contrat. On peut discuter des questions techniques avec le responsable technique; cependant, celui-ci ne peut pas autoriser les changements à apporter à l'énoncé des travaux. Ces changements peuvent être effectués uniquement au moyen d'une modification au contrat émise par l'autorité contractante.

7.5.3 Responsable des achats

Le responsable des achats pour le contrat est :

_____ (Nom du responsable des achats)

_____ (Titre)

_____ (Organisation)

_____ (Adresse)

Téléphone : ____ - ____ - ____

Télécopieur : ____ - ____ - ____

Courriel : _____.

Le responsable des achats représente le ministère ou organisme pour lequel les travaux sont exécutés en vertu du contrat. Il est responsable de la mise en oeuvre d'outils et de procédures exigés pour l'administration du contrat. L'entrepreneur peut discuter de questions administratives identifiées dans le contrat avec le responsable des achats; cependant, celui-ci ne peut pas autoriser de changements à l'énoncé des travaux. Des changements à l'énoncé des travaux peuvent être effectués uniquement au moyen d'une modification au contrat émise par l'autorité contractante

7.5.3 Représentant de l'entrepreneur

Nom : _____

Titre : _____

Organisation : _____

Adresse : _____

Téléphone : ____ - ____ - ____

Télécopieur : ____ - ____ - ____

Courriel : _____

7.6 Divulcation proactive de marchés conclus avec d'anciens fonctionnaires

En fournissant de l'information sur son statut en tant qu'ancien fonctionnaire touchant une pension en vertu de la [Loi sur la pension de la fonction publique](#) (LPFP), l'entrepreneur a accepté que cette information soit publiée sur les sites Web des ministères, dans le cadre des rapports de divulgation proactive des marchés, et ce, conformément à l'[Avis sur la Politique des marchés : 2019-01](#) du Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada

7.7 Paiement

7.7.1 Base de paiement

Pour l'exécution satisfaisante des travaux tels que spécifiés dans l'énoncé des travaux, l'entrepreneur sera payé comme indiqué à l'ANNEXE B - Base de paiement.

Limitation de prix – Activités de niveau 1

Pour les activités de niveau 1 pour la prévision d'activité annuelle, le Canada ne paiera pas l'entrepreneur pour les changements de conception, les modifications ou les interprétations des travaux à moins qu'ils n'aient été approuvés, par écrit, par l'autorité contractante avant leur intégration dans les travaux.

Limitation des dépenses – Activités de niveau 2

La responsabilité totale du Canada envers l'entrepreneur en vertu du contrat ne doit pas dépasser le montant du niveau 2 de la prévision d'activité annuelle. Les droits de douane sont exclus et les taxes applicables sont en sus.

4. Les paiements seront conformes à la prévision d'activité annuelle approuvée.

Pour les travaux négociés d'après la prévision d'activité annuelle, l'entrepreneur sera payé conformément à la base de paiement à l'annexe X après la réception d'une réclamation périodique.

7.7.2 Limitation des dépenses

1. La responsabilité totale du Canada envers l'entrepreneur en vertu du contrat ne doit pas dépasser la somme de *insérer a l'attribution du contrat* \$. Les droits de douane sont inclus et les taxes applicables sont en sus.
2. Aucune augmentation de la responsabilité totale du Canada ou du prix des travaux découlant de tout changement de conception, de toute modification ou interprétation des travaux, ne sera autorisée ou payée à l'entrepreneur, à moins que ces changements de conception, modifications ou interprétations n'aient été approuvés, par écrit, par l'autorité contractante avant d'être intégrés aux travaux. L'entrepreneur n'est pas tenu d'exécuter des travaux ou de fournir des services qui entraîneraient une augmentation de la responsabilité totale du Canada à moins que l'augmentation n'ait été autorisée par écrit par l'autorité contractante. L'entrepreneur doit informer, par écrit, l'autorité contractante concernant la suffisance de cette somme :
 - a. lorsque 75 % de la somme est engagée, ou
 - b. quatre mois avant la date d'expiration du contrat, ou
 - c. dès que l'entrepreneur juge que les fonds du contrat sont insuffisants pour l'achèvement des travaux,selon la première de ces conditions à se présenter.
3. Lorsqu'il informe l'autorité contractante que les fonds du contrat sont insuffisants, l'entrepreneur doit lui fournir par écrit une estimation des fonds additionnels requis. La

présentation de cette information par l'entrepreneur n'augmente pas la responsabilité du Canada à son égard.

7.7.3 Limite des dépenses - Total cumulatif de toutes les autorisations de tâches

1. La responsabilité totale du Canada envers l'entrepreneur dans le cadre du contrat pour toutes les autorisations de tâches autorisées, y compris toutes révisions, ne doit pas dépasser la somme de *insérer a l'attribution du contrat* \$. Les droits de douane sont inclus et les taxes applicables sont en sus.
2. Aucune augmentation de la responsabilité totale du Canada ne sera autorisée ou payée à l'entrepreneur, à moins qu'une augmentation ait été approuvée, par écrit, par l'autorité contractante.
3. L'entrepreneur doit informer, par écrit, l'autorité contractante concernant la suffisance de cette somme :
 - a. lorsque 75 p. 100 de la somme est engagée, ou
 - b. quatre (4) mois avant la date d'expiration du contrat, ou
 - c. dès que l'entrepreneur juge que la somme est insuffisante pour l'achèvement des travaux requis dans le cadre des autorisations de tâches, y compris toutes révisions, selon la première de ces conditions à se présenter.
4. Lorsqu'il informe l'autorité contractante que les fonds du contrat sont insuffisants, l'entrepreneur doit lui fournir par écrit une estimation des fonds additionnels requis. La présentation de cette information par l'entrepreneur n'augmente pas la responsabilité du Canada à son égard.

7.7.4 Modalités de paiement – Paiements progressifs

Le Canada effectuera les paiements progressifs conformément aux dispositions de paiement du contrat, à raison de une fois par mois au plus, pour les frais engagés dans l'exécution des travaux, jusqu'à concurrence de *insérer a l'attribution du contrat* p. 100 du montant réclamé et approuvé par le Canada si :

- a. une demande de paiement exacte et complète en utilisant le formulaire [PWGSC-TPSGC 1111](#), Demande de paiement progressif, et tout autre document exigé par le contrat ont été présentés conformément aux instructions relatives à la facturation fournies dans le contrat;
- b. le montant réclamé est conforme à la base de paiement;
- c. la somme de tous les paiements progressifs effectués par le Canada ne dépasse pas *insérer a l'attribution du contrat p.* 100 de la totalité du montant à verser en vertu du contrat;
- d. toutes les attestations demandées sur le formulaire [PWGSC-TPSGC 1111](#) ont été signées par les représentants autorisés.

Le solde du montant dû sera payé conformément aux dispositions de paiement du contrat lorsque tous les travaux exigés au contrat auront été complétés et livrés si les travaux ont été acceptés par le Canada et une demande finale pour le paiement est présentée. Les paiements progressifs ne sont que des paiements provisoires. Le Canada peut procéder à une vérification gouvernementale et des vérifications provisoires du temps et des coûts et apporter lorsqu'il y a lieu des correctifs au contrat pendant l'exécution des travaux. Tout paiement en trop qui résulte du versement des paiements progressifs ou d'une autre cause doit être remboursé rapidement au Canada.

7.7.5 T1204 – demande directe du ministère client

Clause du *Guide des CCUA* [A9117C](#) (2007-11-30), T1204 – demande directe du ministère client

7.7.6 Frais de déplacement et de subsistance – directive sur les voyages du Conseil national mixte

L'entrepreneur sera remboursé pour ses frais autorisés de déplacement et de subsistance qu'il a raisonnablement et convenablement engagés dans l'exécution des travaux, au prix coûtant, sans aucune indemnité pour le profit et(ou) les frais administratifs généraux, conformément aux indemnités relatives aux repas et à l'utilisation d'un véhicule privé qui sont précisées aux appendices B, C et D de la [Directive sur les voyages du Conseil national mixte](#) et selon les autres dispositions de la Directive qui se rapportent aux « voyageurs » plutôt que celles qui se rapportent aux « employés ». Le Canada ne versera à l'entrepreneur aucune indemnité de faux frais pour les voyages autorisés.

Tout déplacement doit être approuvé au préalable par le responsable technique.

Tous les paiements sont assujettis à une vérification par le gouvernement.

Le coût annuel estimative doit être inclus dans les prévisions d'activité annuelles.

7.7.7 Paiement électronique de factures – contrat

L'entrepreneur accepte d'être payé au moyen de l'un des instruments de paiement électronique suivants :

- a. Dépôt direct (national et international) ;
- b. Échange de données informatisées (EDI) ;
- c. Virement télégraphique (international seulement) ;
- d. Système de transfert de paiements de grande valeur (plus de 25 M\$)

7.7.7 Vérification du temps

Clause du *Guide des CCUA* [C0711C](#) (2008-05-12), Contrôle du temps

7.8 Instructions relatives à la facturation – demande de paiement progressif – documents à l'appui exigés

1. L'entrepreneur doit soumettre une demande de paiement en utilisant le formulaire [PWGSC-TPSGC 1111](#), Demande de paiement progressif.

Chaque demande doit présenter:

- a. toute l'information exigée sur le formulaire [PWGSC-TPSGC 1111](#);
- b. toute information pertinente détaillée à l'article intitulé « Présentation des factures » des conditions générales;
- c. une liste de toutes les dépenses;
- d. les dépenses plus le profit ou les honoraires calculés au prorata;
- e. la description et la valeur de l'étape réclamée selon la description au contrat.

Chaque demande doit être appuyée par:

- a. une copie des feuilles de temps pour corroborer le temps de travail réclamé;
- b. une copie des factures, reçus, pièces justificatives pour tous les frais directs, frais de déplacement et de subsistance;
- c. une copie du rapport mensuel sur l'avancement des travaux.

2. Les taxes applicables doivent être calculées pour le montant total de la demande, avant l'application de la retenue. Au moment de la demande de la retenue, il n'y aura pas de taxes applicables à payer car celles-ci ont été réclamées et sont payables sous les demandes de paiement progressif précédentes.
3. L'entrepreneur doit préparer et certifier un original et deux (2) copies de la demande sur le formulaire [PWGSC-TPSGC 1111](#), et les envoyer au responsable des achats identifié sous l'article intitulé « Responsables » du contrat pour fin d'attestation après l'inspection et l'acceptation des travaux.

Le responsable des achats fera parvenir l'original et les deux (2) copies de la demande à l'autorité contractante pour attestation et présentation au Bureau du traitement des paiements pour toutes autres attestations et opérations de paiement.
4. L'entrepreneur ne doit pas soumettre de demandes avant que les travaux identifiés sur la demande soient complétés

7.9 Attestations et renseignements supplémentaires

7.9.1 Conformité

À moins d'indication contraire, le respect continu des attestations fournies par l'entrepreneur avec sa soumission ou préalablement à l'attribution du contrat, ainsi que la coopération constante quant aux renseignements supplémentaires, sont des conditions du contrat et leur non-respect constituera un manquement de la part de l'entrepreneur. Les attestations pourront faire l'objet de vérifications par le Canada pendant toute la durée du contrat.

7.9.3 Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi - Manquement de la part de l'entrepreneur

Lorsqu'un Accord pour la mise en œuvre de l'équité en matière d'emploi a été conclu avec Emploi et Développement social Canada (EDSC) – Travail, l'entrepreneur reconnaît et s'engage, à ce que cet accord demeure valide pendant toute la durée du contrat. Si l'Accord pour la mise en œuvre de l'équité en matière d'emploi devient invalide, le nom de l'entrepreneur sera ajouté à la liste des « [soumissionnaires à admissibilité limitée du PCF](#) ». L'imposition d'une telle sanction par EDSC fera en sorte que l'entrepreneur sera considéré non conforme aux modalités du contrat.

7.10 Lois applicables

Le contrat doit être interprété et régi selon les lois en vigueur Ontario et les relations entre les parties seront déterminées par ces lois.

7.11 Ordre de priorité des documents

En cas d'incompatibilité entre le libellé des textes énumérés dans la liste, c'est le libellé du document qui apparaît en premier sur la liste qui l'emporte sur celui de tout autre document qui figure plus bas sur la liste.

insérer a l'attribution du contrat

7.12 Contrat de défense

Clause du *Guide des CCUA* [A9006C](#) (2012-07-16), Contrat de défense
Clause du *Guide des CCUA* [A9062C](#) (2012-07-16), Règlements concernant les emplacements des Forces Canadiennes

7.13 Ressortissants étrangers (entrepreneur canadien OU entrepreneur étranger)

Clause du *Guide des CCUA* [A2000C](#) (2006-06-16), Ressortissants étrangers (entrepreneur canadien)

7.14 Exigences particulières en matière d'assurance

L'entrepreneur doit respecter les exigences en matière d'assurance prévues à l'**annexe ____**. L'entrepreneur doit maintenir la couverture d'assurance exigée pendant toute la durée du contrat. Le respect des exigences en matière d'assurance ne dégage pas l'entrepreneur de sa responsabilité en vertu du contrat, ni ne la diminue.

L'entrepreneur est responsable de décider si une assurance supplémentaire est nécessaire pour remplir ses obligations en vertu du contrat et pour se conformer aux lois applicables. Toute assurance supplémentaire souscrite est à la charge de l'entrepreneur ainsi que pour son bénéfice et sa protection.

L'entrepreneur doit faire parvenir à l'autorité contractante, dans les dix (10) jours suivant la date d'attribution du contrat, un certificat d'assurance montrant la couverture d'assurance et confirmant que la police d'assurance conforme aux exigences est en vigueur. Pour les soumissionnaires établis au Canada, l'assurance doit être souscrite auprès d'un assureur autorisé à faire affaire au Canada, cependant, pour les soumissionnaires établis à l'étranger, la couverture d'assurance doit être prise avec un assureur détenant une cote A.M. Best d'au moins « A- ». L'entrepreneur doit, à la demande de l'autorité contractante, transmettre au Canada une copie certifiée de toutes les polices d'assurance applicables.

7.15 Programme des marchandises contrôlées

Clause du *Guide des CCUA* [A9131C](#) (2020-11-19), Programme des marchandises contrôlées
Clause du *Guide des CCUA* [A4060C](#) (2020-11-19), Programme des marchandises contrôlées

7.16 Limitation de la responsabilité de l'entrepreneur au titre de dommages subis par le Canada

1. Cet article s'applique malgré toute autre disposition du contrat et remplace l'article des conditions générales intitulé « Responsabilité ». Toute mention dans cet article de dommages

causés par l'entrepreneur comprennent les dommages causés par ses employés, ainsi que ses sous-traitants, ses mandataires, et ses représentants, et leurs employés.

2. Que la réclamation soit fondée contractuellement, sur un délit civil ou un autre motif de poursuite, la responsabilité de l'entrepreneur pour tous les dommages subis par le Canada et causés par l'exécution ou la non-exécution du contrat par l'entrepreneur se limite à _____ \$. Cette limite ne s'applique pas au cas suivants :

- a. toute violation des droits de propriété intellectuelle;
- b. tout manquement aux obligations de garantie.

3. Chaque partie convient qu'elle est pleinement responsable des dommages qu'elle cause à tout tiers et qui sont reliés au contrat, que la réclamation soit faite envers le Canada ou l'entrepreneur. Si le Canada doit, en raison d'une responsabilité conjointe et individuelle, payer un tiers pour des dommages causés par l'entrepreneur, l'entrepreneur doit rembourser ce montant au Canada.

7.17 Règlements concernant les emplacements du gouvernement

7.17.1 Clause du *Guide des CCUA* [A9068C](#) (2010-01-11), Règlements concernant les emplacements du gouvernement

7.18 Règlement des différends

- (a) Les parties conviennent de maintenir une communication ouverte et honnête concernant les travaux pendant toute la durée de l'exécution du marché et après.
- (b) Les parties conviennent de se consulter et de collaborer dans l'exécution du marché, d'informer rapidement toute autre partie des problèmes ou des différends qui peuvent survenir et de tenter de les résoudre.
- (c) Si les parties n'arrivent pas à résoudre un différend au moyen de la consultation et de la collaboration, les parties conviennent de consulter un tiers neutre offrant des services de règlement extrajudiciaire des différends pour tenter de régler le problème.
- (d) Vous trouverez des choix de services de règlement extrajudiciaire des différends sur le site Web Achats et ventes du Canada sous le titre « [Règlement des différends](#) ».

7.19 Accès aux installations et à l'équipement

Clause du *Guide des CCUA* [B9028C](#) (2007-05-25), Accès aux installations et à l'équipement

7.20 Outillage spécial de production et matériel spécial d'essai appartenant au Canada – gestion optimisée des systèmes d'armes

Clause du *Guide des CCUA* [L0005C](#) (2008-05-12), Outillage spécial de production et matériel spécial d'essai appartenant au Canada – gestion optimisée des systèmes d'armes

7.21 Outillage – prête par le Ministère de la Défense nationale

Clause du *Guide des CCUA* [B7009C](#) (2008-05-12), Outillage – prête par le Ministère de la Défense nationale

7.22 Autorité de l'assurance de la qualité (Ministère de la Défense nationale) : Entrepreneur établi au Canada

Clause du *Guide des CCUA* [D5510C](#) (2008-05-12), Autorité de l'assurance de la qualité (Ministère de la Défense nationale) : Entrepreneur établi au Canada

7.23 Systèmes de management de la qualité

Clause du *Guide des CCUA* [D5540C](#) (2021-05-20), ISO 9001:2015 Systemes de management de la qualité – Exigences (code de l'assurance de la qualité Q)

Clause du *Guide des CCUA* [D5545C](#) (2019-05-30), ISO 9001:2015 Systemes de management de la qualité – Exigences (code de l'assurance de la qualité C)

7.24 Documents de sortie (Ministère de la Défense nationale) : entrepreneur établi au Canada

Clause du *Guide des CCUA* [D5506C](#) (2017-11-28), Documents de sortie (Ministère de la Défense nationale) : entrepreneur établi au Canada

7.25 Pieces de rechange d'avion militaire – documentation sur la navigabilité

L'entrepreneur doit fournir, pour chaque unité, la documentation sur la navigabilité ci-après en l'insérant dans l'emballage interne ou en la joignant aux biens fournis :

7.26 Transport des marchandises dangereuses/produits dangereux

Clause du *Guide des CCUA* [B1505C](#) (2016-01-28), Transport des marchandises dangereuses/produits dangereux

7.27 Sécurité des vols

Clause du *Guide des CCUA* [B4064C](#) (2016-01-28), Sécurité des vols

7.28 Marquage détaillé de l'emballage

1. L'entrepreneur doit s'assurer que les informations suivantes soient fournies en plus des marques d'identification requises sur l'emballage intérieur et extérieur des articles _____.

2. le numéro de spécification;
3. le nom du fabricant;
4. le numéro du dessin;
5. le numéro de série ou de lot;
6. le numéro d'homologation;
7. la date de vulcanisation des pièces en caoutchouc;
8. les données exigées dans le contrat ou dans la spécification de biens ou de services;
9. la date de fabrication;
10. la date de la réparation ou de la remise en état;
11. le nom de l'entrepreneur chargé de la réparation ou de la remise en état;
12. la situation de la modification;
13. le numéro de série; et
14. la date d'expiration de la durée utile

2. Ces marques d'identification doivent être placées et appliquées conformément à la spécification de marquage D-LM-008-002/SF-001 des Forces canadiennes

7.29 Durée de conservation

L'entrepreneur doit s'assurer qu'il reste pour l'article ou les articles 75 p. 100 de la durée de conservation autorisée selon la norme *CFTO D-05-001-001/SF-000h* à la date de livraison au ministère de la Défense nationale

7.30 Contrôle de la durée utile des élastomères

Clause du *Guide des CCUA* [B1202C](#) (2007-05-25), Contrôle de la durée utile des élastomères

7.31 Plan qualité

Au plus tard _____ jours après la date d'entrée en vigueur du contrat, l'entrepreneur doit soumettre pour acceptation par le ministère de la Défense nationale (MDN) un plan qualité préparé selon la dernière édition (à la date du contrat) de *ISO 10005:2018 « Systèmes de management de la qualité - Lignes directrices pour les plans qualité »*. Le plan qualité devra décrire comment l'entrepreneur entend se conformer aux exigences de

qualité spécifiées dans le contrat et spécifier comment les activités reliées à la qualité se dérouleront incluant l'assurance de la qualité des sous-traitants. L'entrepreneur doit inclure une matrice qui permet de retracer les éléments des exigences de la qualité spécifiées aux paragraphes du plan qualité où l'élément a été traité.

Les documents mis en référence au plan qualité doivent être disponibles à la demande de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada ou du MDN.

Si le plan qualité a été soumis lors du processus de soumission, l'entrepreneur doit réviser et, au besoin, modifier le plan soumis de façon à tenir compte des changements dans les exigences ou dans la planification qui auraient pu survenir lors des négociations menant au contrat.

Après l'acceptation du plan qualité par le MDN, l'entrepreneur doit mettre en oeuvre le plan qualité. L'entrepreneur doit effectuer les modifications appropriées au plan durant le contrat de façon à refléter les activités de qualité en cours ou planifiées. Le MDN doit être en accord avec les modifications apportées au plan qualité.

Si le contrat comprend une option pour la conception, le développement ou l'entretien du logiciel, l'entrepreneur doit interpréter les exigences de la norme de qualité *ISO 9001:2015 « Systèmes de management de la qualité - Exigences »*, selon les lignes directrices contenues dans la dernière édition (à la date du contrat) de *ISO/IEC 90003:2018 « Ingénierie du logiciel - Lignes directrices pour l'application de l'ISO 9001:2015 aux logiciels informatiques »*.

7.32 Entente de non-divulgation

L'entrepreneur doit obtenir de son ou ses employé(s) ou sous-traitant(s) l'entente de non-divulgation, incluse à l'**annexe _____**, remplie et signée et l'envoyer au responsable technique avant de leur donner accès aux renseignements fournis par ou pour le Canada relativement aux travaux.

7.33 Biens excédentaires de l'Etat

Clause du Guide des CCUA L5001C (2020-05-28), Biens excédentaires de l'Etat

N° de l'invitation - Solicitation No.
W8485-22AVS2/DRFT
N° de réf. du client - Client Réf. No.
W8485-22AVS2

N° de la modif - Amd. No.
File No. - N° du dossier
006bg.W8485-22AVS2

Id de l'acheteur - Buyer ID
006bg
N° CCC / CCC No. / N° VME - FMS

DRAFT

N° de l'invitation - Sollicitation No.
W8485-22AVS2/DRFT
N° de réf. du client - Client Réf. No.
W8485-22AVS2

N° de la modif - Amd. No.
File No. - N° du dossier
006bg.W8485-22AVS2

Id de l'acheteur - Buyer ID
006bg
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

APPENDICE A de la PARTIE 3 de la DEMANDE DE SOUMISSIONS

INSTRUMENTS DE PAIEMENT ÉLECTRONIQUE

Le soumissionnaire accepte d'être payé au moyen de l'un des instruments de paiement électronique suivants :

- () Dépôt direct (national et international) ;
- () Échange de données informatisées (EDI) ;
- () Virement télégraphique (international seulement) ;
- () Système de transfert de paiements de grande valeur (plus de 25 M\$)

APPENDICE A de la PARTIE 5 de la DEMANDE DE SOUMISSIONS

PROGRAMME DE CONTRATS FÉDÉRAUX POUR L'ÉQUITÉ EN MATIÈRE D'EMPLOI – ATTESTATION

Je, soumissionnaire, en présentant les renseignements suivants à l'autorité contractante, atteste que les renseignements fournis sont exacts à la date indiquée ci-dessous. Les attestations fournies au Canada peuvent faire l'objet d'une vérification à tout moment. Je comprends que le Canada déclarera une soumission non recevable, ou un entrepreneur en situation de manquement, si une attestation est jugée fausse, que ce soit pendant la période d'évaluation des soumissions, ou pendant la durée du contrat. Le Canada aura le droit de demander des renseignements supplémentaires pour vérifier les attestations d'un soumissionnaire. À défaut de répondre à toute demande ou exigence imposée par le Canada, la soumission peut être déclarée non recevable ou constituer un manquement aux termes du contrat.

Pour obtenir de plus amples renseignements sur le Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi, visitez le site Web [d'Emploi et Développement social Canada \(EDSC\) – Travail](#).

Date : _____ (AAAA/MM/JJ) [si aucune date n'est indiquée, la date de clôture de la demande de soumissions sera utilisée]

Compléter à la fois A et B.

A. Cochez seulement une des déclarations suivantes :

- ☐ A1. Le soumissionnaire atteste qu'il n'a aucun effectif au Canada.
- ☐ A2. Le soumissionnaire atteste qu'il est un employeur du secteur public.
- ☐ A3. Le soumissionnaire atteste qu'il est un [employeur sous réglementation fédérale](#), dans le cadre de la [Loi sur l'équité en matière d'emploi](#).
- ☐ A4. Le soumissionnaire atteste qu'il a un effectif combiné de moins de 100 employés permanents à temps plein et/ou permanents à temps partiel au Canada.

A5. Le soumissionnaire a un effectif combiné de 100 employés ou plus au Canada; et

- ☐ A5.1. Le soumissionnaire atteste qu'il a conclu un [Accord pour la mise en œuvre de l'équité en matière d'emploi](#) valide et en vigueur avec EDSC – Travail.

OU

- ☐ A5.2. Le soumissionnaire a présenté [l'Accord pour la mise en œuvre de l'équité en matière d'emploi \(LAB1168\)](#) à EDSC - Travail. Comme il s'agit d'une condition à l'attribution d'un contrat, remplissez le formulaire intitulé Accord pour la mise en œuvre de l'équité en matière d'emploi (LAB1168), signez-le en bonne et due forme et transmettez-le à EDSC – Travail.

B. Cochez seulement une des déclarations suivantes :

- ☐ B1. Le soumissionnaire n'est pas une coentreprise.

OU

- ☐ B2. Le soumissionnaire est une coentreprise et chaque membre de la coentreprise doit fournir à l'autorité contractante l'annexe Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière

N° de l'invitation - Solicitation No.
W8485-22AVS2/DRFT
N° de réf. du client - Client Réf. No.
W8485-22AVS2

N° de la modif - Amd. No.
File No. - N° du dossier
006bg.W8485-22AVS2

Id de l'acheteur - Buyer ID
006bg
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

d'emploi – Attestation. (Consultez la section sur les coentreprises des instructions uniformisées.)

DRAFT

N° de l'invitation - Sollicitation No.
W8485-22AVS2/DRFT
N° de réf. du client - Client Réf. No.
W8485-22AVS2

N° de la modif - Amd. No.
File No. - N° du dossier
006bg.W8485-22AVS2

Id de l'acheteur - Buyer ID
006bg
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

Annexe A

– Énoncé du travail à exécuter et les annexes

Disponible sur demande :

Doit présenter une classification de sécurité **SECRET et un attestation de marchandises contrôlées valides pour demander les annexes suivantes :**

Solicitation No. - N° de l'invitation

Buyer ID

W8485-22AVS2/DRFT

Client Ref. No. - N° de réf. du client

W8485-22AVS2

File No. - N° du dossier

006bg.W8485-22AVS2

Amd. No. - N° de la modif. Id de l'acheteur -

006bg

CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

SOUTIEN EN SERVICE (SES) DES SYSTÈMES D'AVIONIQUE (AVS) DU CF188

ANNEXE B

BASE DE PAIEMENT (BDP)

Section 1 – Introduction

1.1 Généralités

- 1.1.1 En contrepartie de l'exécution satisfaisante par l'entrepreneur de ses obligations en vertu du présent contrat, l'entrepreneur sera payé conformément à la base de paiement (BDP) suivante, en dollars canadiens.
- 1.1.2 Les travaux exécutés dans le cadre du présent contrat, tel qu'il est décrit à l'annexe A – Énoncé des travaux à exécuter (ETE), seront organisés selon un système d'activités par volets. Les activités décrites dans l'ETE sont regroupées en fonction des volets de la BDP, avec les bases de paiement applicables correspondantes pour chaque volet et sous-groupe de volets.
- 1.1.3 Les principaux groupes de volets sont les suivants
- a. Volet 1 – Travaux ou activités prévisibles. Il s'agit de travaux qui peuvent être considérés comme étant reproductibles, qui peuvent être planifiés à l'avance, qui sont prévisibles, cohérents, qui ont un schéma ou un volet d'activité ou d'effort fixe, et qui devraient se dérouler de la même manière au fil du temps, dans la mesure du possible.
 - b. Volet 2 – Travaux ou activités variables. Il s'agit de travaux considérés comme étant susceptibles d'être modifiés, de varier, de fluctuer ou d'être irréguliers par rapport aux occurrences ou dans le temps en ce qui concerne l'activité et le niveau d'effort et les travaux qui peuvent être difficiles à prévoir, à planifier ou à prévoir.
- 1.1.4 Les sous-groupes de volets sont les suivants :
- a. Volet 1A – Équipes intégrées de base;
 - b. Volet 1B – Services de base;
 - c. Volet 1C – Matériel de base;
 - d. Volet 2A – Matériel au-delà de base;
 - e. Volet 2B – Services au-delà de base.
- 1.1.5 L'**appendice 1** de la présente BDP décrit les liens entre la structure de volets décrite dans le présent document et les domaines fonctionnels particuliers de l'ETE.
- 1.1.6 L'**annexe 2** de la présente BDP décrit les liens entre les volets du BDP, les domaines fonctionnels de l'ETE et les mesures de rendement de la spécification relative à la gestion du rendement (SGR).

Section 2 – Base de paiement

2.1 Généralités

2.1.1 La base de paiement comprend :

- a. le temps et le matériel remboursables (TMR);
- b. les frais remboursables avec ou sans majoration selon le cas;
- c. la prime d'incitation au rendement;
- d. le partage des gains; et
- e. le partage des pertes.

2.2 Temps et matériel remboursables

2.2.1 Les éléments suivants seront payés comme suit :

- a. Pour le personnel de l'entrepreneur, le nombre réel d'heures travaillées multiplié par le dernier taux horaire approuvé pour l'année du contrat, selon le cas, conformément à ce qui est indiqué au **tableau 5**.

2.3 Frais remboursables avec majoration approuvée

2.3.1 Pour les travaux de sous-traitance, y compris les travaux avec lien de dépendance et les travaux de la société mère ou des sociétés affiliées, le prix de revient effectif du contrat en sous-traitance, à l'exclusion des frais de déplacement et de subsistance du sous-traitant, plus la majoration approuvée applicable, conformément à ce qui est indiqué au **tableau 5**.

2.3.2 Pour les pièces de rechange des systèmes d'avionique du CF188 commandées en dehors de l'inventaire actuel, le prix de revient effectif des pièces, plus la majoration approuvée applicable, conformément à ce qui est indiqué au **tableau 5**.

2.4 Coût remboursable sans majoration

2.4.1 Les éléments suivants seront payés au prix de revient effectif sans aucune majoration ni profit, et comprennent les types de coûts suivants :

- a. les frais de déplacement et de subsistance de l'entrepreneur (y compris ceux couverts par le prix fixe);
- b. les frais de déplacement et de subsistance des sous-traitants;
- c. les frais de transport et de fret liés aux pièces (pièces de rechange et pièces réparables).

2.5 Prime d'incitation au rendement

2.5.1 Une prime d'incitation au rendement préétablie sera versée en un versement, disponible annuellement, une fois que le Canada aura confirmé que l'entrepreneur a satisfait aux conditions

d'attribution applicables définies à l'annexe D – Spécification relative à la gestion du rendement (SGR).

- 2.5.2 Le montant de la prime d'incitation au rendement est conforme à ce qui est indiqué au paragraphe 11.2.1.1 du présent document.
- 2.5.3 Les gains financiers réalisés par l'entrepreneur au moyen d'une prime d'incitation au rendement conformément à l'annexe D – Spécification relative à la gestion du rendement ne sont pas considérés comme des profits aux fins de la vérification des profits et ne s'appliquent pas aux Principes des coûts contractuels 1031-2 aux fins de la négociation des tarifs.

2.6 Partage des gains

- 2.6.1 Le montant du partage des gains basé sur le pourcentage ou la proportion des gains prédéterminé sera versé par le Canada en un seul versement, disponible à la fin de la période ferme initiale de 5 ans du contrat, et à la fin des périodes d'option subséquentes de 5 ans du contrat à condition que l'entrepreneur respecte les conditions d'attribution applicables définies à l'annexe D - Spécification relative à la gestion du rendement.
- 2.6.2 La proportion ou le pourcentage du partage des gains est conforme à ce qui est décrit au paragraphe 11.2.2.1 des présentes.
- 2.6.3 Le partage des gains ne s'applique qu'aux activités du volet 1 (A, B et C).
- 2.6.4 Les gains financiers réalisés par l'entrepreneur au moyen du partage des gains conformément à l'annexe D – Spécification relative à la gestion du rendement ne sont pas considérés comme des profits aux fins de la vérification des profits et ne s'appliquent pas aux Principes des coûts contractuels 1031-2 aux fins de la négociation des tarifs.

2.7 Partage des pertes

- 2.7.1 Un montant du partage des pertes calculé selon un pourcentage ou une proportion du partage des pertes prédéterminé sera versé par l'entrepreneur en un seul versement, à la fin de la période ferme initiale de 5 ans du contrat et à la fin des périodes d'option subséquentes (unique ou groupée), à condition que l'entrepreneur respecte les conditions d'attribution applicables définies à l'annexe D - Spécification relative à la gestion du rendement.
- 2.7.2 La proportion ou le pourcentage de la part des pertes est conforme à ce qui est indiqué au paragraphe 11.3 des présentes.
- 2.7.3 Le partage des pertes ne s'applique qu'aux activités du volet 1 (A, B et C).

Section 3 – Variations importantes

- 3.1 Dans l'éventualité où des variations importantes sont prévues entre les prévisions annuelles des activités (PAA) et les PAA du prochain exercice financier par rapport à la base de référence du contingent annuel d'heures de vol (CAHV) indiquées à l'**appendice 2 de l'annexe A – PAA de la planification et de l'hypothèse de la flotte**, des variations importantes de la taille de la flotte indiquées à (l'**appendice -insérer a l'attribution du contrat**), ou une modification au nombre de CF188 à des emplacements géographiques indiquée à (l'**appendice- insérer a l'attribution du contrat**), **pendant la période ferme du contrat**, les parties conviennent d'engager la discussion et toute modification liées à l'un ou l'autre des **tableaux** en vertu du présent article sera conforme à l'entente négociée des parties et aux modalités du contrat.
- 3.2 Dans l'éventualité où des variations importantes sont prévues entre les prévisions annuelles des activités (PAA) et les PAA du prochain exercice financier par rapport à la base de référence du contingent annuel d'heures de vol (CAHV) indiquées à l'**appendice insérer a l'attribution du contrat**, des variations importantes de la taille de la flotte indiquées à (l'**appendice insérer a l'attribution du contrat**), ou une modification du nombre de CF188 aux emplacements géographiques indiquée à (**à déterminer**), **pendant une période d'option**, le cas échéant, les parties conviennent d'engager la discussion et toute modification liées à l'un ou l'autre des **tableaux** en vertu du présent article sera conforme à l'entente négociée des parties et aux modalités du contrat.
- 3.3 En cas de variation importante du CAHV de la flotte ou d'une modification du nombre d'emplacements géographiques du CF188 indiqués à l'**appendice insérer a l'attribution du contrat**, **pendant la phase de déclin de la flotte**, les parties conviennent d'engager la discussion et tout changement lié à l'une ou l'autre des **tableaux** en vertu du présent article sera conforme à l'entente négociée des parties et conformément aux modalités du contrat.

Section 4 – Volets de la base de paiement

4.1 Volet 1A – Équipes intégrées de base

4.1.1 Le volet 1A comprend le personnel de soutien intégré de l'entrepreneur situé à :

- a. 4^e Escadre Cold Lake (Alberta);
- b. 3^e Escadre Bagotville (Québec); et
- c. DGGPEA, Gatineau (Québec).

4.1.2 Pour le volet 1A, on paiera à l'entrepreneur le temps et le matériel remboursables (TMR) pour les activités contractuelles de base conformément à la base de paiement figurant dans le **tableau 1**.

Tableau 1 - Coût contractuel total annuel du TMR sur place par emplacement

Emplacements (en \$CAN)	Année 1 du contrat	Année 2 du contrat	Année 3 du contrat	Année 4 du contrat	Année 5 du contrat
4 ^e Escadre Cold Lake (Alberta) - Volet 1A de la BDP – Équipes intégrées de base					
3 ^e Escadre (Bagotville, QC) - Volet 1A de la BDP – Équipes intégrées de base					
DGAEPM (Gatineau, QC) - Volet 1A de la BDP – Équipes intégrées de base					

4.1.3 Une activité considérée comme un événement exceptionnel qui n'est pas couvert par le volet 1A sera traitée comme une demande de travaux supplémentaires (DTS) et payée à titre de TMR ou de coût remboursable conformément aux taux et aux majorations indiqués au **tableau 5**. La DTS sera traitée conformément aux dispositions du volet 2B des présentes.

4.2 Volet 1B – Services de base (entrepreneurs non intégrés)

4.2.1 Le volet 1B comprend les activités prévisibles dans les domaines fonctionnels suivants :

- a. Gestion du programme (TMR pour la main-d'œuvre de l'entrepreneur)
- b. Soutien technique (TMR pour la main-d'œuvre de l'entrepreneur et du sous-traitant)
- c. Soutien de maintenance (TMR pour la main-d'œuvre de l'entrepreneur)
- d. Soutien du matériel (TMR pour la main-d'œuvre de l'entrepreneur)
- e. Autres coûts directs (entrepreneur)

4.2.2 Pour le volet 1B, on paiera à l'entrepreneur le TMR pour les activités contractuelles de base conformément à la base de paiement figurant dans le **tableau 2**.

4.2.3 Dans le cadre du volet 1B, tous les travaux autorisés exécutés sur la base du TMR et des coûts remboursables avec ou sans majoration, selon le cas, l'entrepreneur sera payé selon les taux et les majorations indiqués au **tableau 6**. Les taux et les majorations figurant dans le **tableau 6** comprennent les profits.

Tableau 2 Services de base du volet 1B (entrepreneurs non intégrés)

Année du contrat	Année 1 du contrat	Année 2 du contrat	Année 3 du contrat	Année 4 du contrat	Année 5 du contrat
Gestion du programme (TMR pour la main-d'œuvre de l'entrepreneur)	\$	\$	\$	\$	\$
Soutien technique (TMR pour la main-d'œuvre de l'entrepreneur et du sous-traitant)	\$	\$	\$	\$	\$
Soutien de maintenance (TMR pour la main-d'œuvre de l'entrepreneur)	\$	\$	\$	\$	\$
Soutien du matériel (TMR pour la main-d'œuvre de l'entrepreneur)	\$	\$	\$	\$	\$
Autres coûts directs (entrepreneur)	\$	\$	\$	\$	\$

4.3 Volet 1C – Matériau de base

4.3.1 Le volet 1C comprend les activités suivantes :

- a. Matériel – Approvisionnement prévisible de pièces des AVS ou d'articles consommables (entrepreneur principal);
- b. Matériel – Chaînes de réparation et de révision de composants (sous-traitants, activités de révision seulement (démontage/assemblage, inspection, lubrification, réparations planifiées, essais, etc.), à l'exclusion des activités variables (réparations majeures, remplacement de pièces non planifiées), comme ces dernières sont couvertes par le volet 2A); et

4.3.2 En contrepartie de l'exécution par l'entrepreneur de ses obligations énoncées au volet 1C, à la réception des factures, le Canada paiera l'entrepreneur en dollars canadiens comme suit :

- a. pour le coût des pièces des AVS achetées par l'entrepreneur principal au prix de revient effectif indiqué au tableau 3, les taux ou les prix convenus par le Canada seront établis plus la majoration approuvée conformément au taux de majoration figurant dans le tableau 6;
- b. pour le coût des travaux exécutés directement par le sous-traitant en fonction du temps et du matériel remboursables (TMR) figurant dans le tableau 3, les taux ou les prix convenus par le Canada et la majoration approuvée conformément au taux de majoration figurant dans le tableau 6.

Tableau 3 – Matériau de base du volet 1C (sans majoration)

Année du contrat	Année 1 du contrat	Année 2 du contrat	Année 3 du contrat	Année 4 du contrat	Année 5 du contrat
Matériel (entrepreneur principal) - Pièces des AVS	\$	\$	\$	\$	\$
Entretien et matériel (sous-traitants), comprend les activités de réparation et de révision et le TMR pour la main-d'œuvre du sous-traitant	\$	\$	\$	\$	\$

4.4 Coûts de base prévisibles – Volet 1

- 4.4.1 Comme il est décrit à l'annexe D – Spécification relative à la gestion du rendement, l'accent sera mis sur le rendement de l'entrepreneur en ce qui a trait à l'atteinte des objectifs de limitation et de réduction des coûts pour les activités prévisibles. Les coûts de base prévisibles (CBP) pour chaque année du contrat pour les travaux associés au volet 1 sont les suivants :

Tableau 4 – Coûts de base prévisibles du volet 1

Coûts de base prévisibles du volet 1					
Année du contrat	Année 1	Année 2	Année 3	Année 4	Année 5
Base de référence annuelle	\$	\$	\$	\$	\$

- 4.4.2 La méthodologie, l'utilisation et le but des CBP sont présentés à l'annexe D – Spécification relative à la gestion du rendement.
- 4.4.3 Les CBP ne doivent pas être modifiés, sauf s'ils comportent des variations importantes, comme indiqué à la section 3.
- 4.4.4 Les CBP et le **tableau 4** feront l'objet d'une nouvelle base de référence au cours de la cinquième année de la période ferme initiale et seront acceptés par l'entrepreneur et le Canada avant l'attribution des prochaines années d'option (uniques ou groupées). Pour les années d'option, le **tableau 4** sera révisé pour tenir compte des bases de référence négociées avec succès pour les années d'option correspondantes.
- 4.4.5 Les montants indiqués au tableau 4 ne sont pas ceux que l'entrepreneur peut facturer. Ces montants sont des cibles de base utilisées à des fins de gestion du rendement pour promouvoir la limitation des coûts et les objectifs de réduction, avec possibilité de partage des gains conformément au paragraphe 2.8.**

4.5 Volet 2A – Matériel au-delà de base (Variable)

- 4.5.1 Le volet 2A comprend les activités d'approvisionnement suivantes (non incluses dans le volet 1C) :
- Matériel – Pièces des AVS (entrepreneur); pour le coût des pièces des AVS achetées par l'entrepreneur principal au prix de revient effectif indiqué dans le tableau 3, les taux ou les prix convenus par le Canada plus la majoration approuvée conformément au taux de supplément indiqués dans le tableau 6;
 - Matériel – Chaînes de réparation et de révision de composants (sous-traitants, entretiens/réparations/approvisionnements non planifiés); pour le coût des travaux exécutés directement par le sous-traitant sur une base de temps et de matériel remboursables figurant dans le tableau 3, les taux ou les prix convenus par le Canada plus la majoration approuvée conformément au taux de majoration figurant dans le tableau 6;

4.6 Volet 2B – Activités au-delà de base

- 4.6.1 Le volet 2B comprend les activités suivantes :
- Soutien au génie (projets d'immobilisations);
 - Soutien du matériel (projets d'immobilisations);
 - Soutien accru (approvisionnement national et projets d'immobilisations);

-
- d. Transport et fret des pièces des AVS (entrepreneur et sous-traitants);
 - e. Activités de dessaisissement;
 - f. Déplacement et subsistance;
 - g. Rétribution financière (incitatifs financiers et partage des gains); et
 - h. Divers

4.6.2 Pour les travaux qui ne sont pas visés par l'un des volets 1A, 1B, 1C ou 2A, les travaux seront évalués comme relevant du volet 2B et, par conséquent, une demande de travaux supplémentaires (DRT) au moyen du Formulaire d'autorisation des tâches – MDN 626 doit être émise et approuvée par les entités compétentes comme il est décrit dans les modalités du contrat et le processus d'autorisation des tâches du présent document.

4.6.3 Dans le cadre du volet 2B, pour tous les travaux autorisés exécutés sur une base de TMR et de coûts remboursables, avec ou sans majoration, selon le cas, l'entrepreneur sera payé selon les taux et les majorations indiqués au **tableau 6**. Les taux et les majorations figurant dans le **tableau 6** comprennent les profits.

Section 5 – Autorisation de travail annuelle et demande de travaux supplémentaires

5.1 Autorisation de travail annuelle accordée à l'entrepreneur par le Canada

- 5.1.1 La section 5 prévoit un niveau financier préautorisé conformément aux PAA approuvées auquel l'entrepreneur peut avoir recours sans approbation supplémentaire du Canada pour une demande de travaux supplémentaires (DTS) imprévus.
- 5.1.2 Le Canada émettra chaque année à l'entrepreneur une autorisation de tâches habilitante annuelle (MDN 626) qui lui procurera une autorisation préapprouvée d'exécuter des travaux pour des biens et des services particuliers pour le volet 1, le volet 2A et certaines autres activités et DTS imprévus.
- 5.1.3 Le but de cette autorisation est d'offrir à l'entrepreneur une certaine souplesse en cas d'exigences imprévues pour des biens et des services à faible risque qui peuvent se produire pendant l'entretien prévu et qui ne sont pas couverts par les tâches standard des activités du volet 1 et du volet 2A. Cette autorisation a également pour but de réduire le fardeau administratif pour le Canada et l'entrepreneur, tout en lui permettant d'exécuter des travaux de faible valeur et à faible risque, ainsi que les réparations et les acquisitions requises.
- 5.1.4 L'autorisation de tâches habilitante annuelle (MDN 626) comportera un plafond en dollars, excluant les taxes, que l'entrepreneur ne pourra pas dépasser, sans que des fonds supplémentaires soient approuvés par le Canada. Les travaux supplémentaires préapprouvés, en vertu de cette disposition, ne peuvent dépasser XX XXX,XX \$ CAN (excluant les taxes) en valeur des biens et services. Les tâches combinées de plus de XX XXX,XX \$ CAN en biens et en services devront être approuvées par le responsable technique/chargé de projet/l'autorité contractante du MDN, au moyen d'une DTS distincte.
- 5.1.5 Le plafond en dollars de l'autorisation de tâches habilitante annuelle (MDN 626) sera de XXX XXX,XX \$ CAN, taxes en sus. La limite maximale ne peut être dépassée sans une modification approuvée du formulaire MDN 626 par l'autorité contractante de TPSGC.

Section 6 : Périodes du contrat

6.1 Période ferme du contrat

- 6.1.1 La période ferme du contrat est décrite à l'article (*insérer a l'attribution du contrat*). En contrepartie de l'exécution satisfaisante par l'entrepreneur de ses obligations en vertu du présent contrat, l'entrepreneur sera payé conformément aux **tableaux** contenus dans le présent contrat (à l'exception du **tableau 4**) et aux autres dispositions de la présente base de paiement.

6.2 Années d'option du contrat

- 6.2.1 Les années d'option du contrat (uniques ou regroupées) sont décrites à l'article (*insérer a l'attribution du contrat*) des modalités du contrat. Si des années d'option (uniques ou regroupées) doivent être émises en vertu du contrat à la fin de la période ferme du contrat, cette base de paiement sera révisée, au moyen d'une modification au contrat, afin d'ajouter des colonnes d'années de contrat supplémentaires à tous les tableaux nécessaires aux présentes avec tous les montants de tarification rajustés, le cas échéant. Les rajustements de prix seront effectués conformément aux dispositions énoncées au paragraphe 7.2 des présentes. Si le contrat est attribué, l'année d'option (unique ou regroupée) commencera à la sixième année du contrat, pour une durée ultérieure.
- 6.2.2 Les prix, les tarifs de main-d'œuvre, les majorations et les coûts de base prévisibles du volet 1 pour toute période d'option communiqués après la période ferme du contrat doivent être négociés et approuvés par le Canada avant l'émission des années d'option (uniques ou regroupées), et tous les **tableaux** doivent être mis à jour en conséquence, le cas échéant.

6.3 Période de déclin de la flotte prévue au contrat

- 6.3.1 Au moment de la mise hors service de la flotte ou de la fin de vie utile (FVU), il peut y avoir une période d'environ un à cinq ans (estimation) avant la fin prévue du contrat, ce qui pourrait raisonnablement entraîner des ajustements opérationnels et programmatiques de la flotte ayant une incidence sur son déclin et sa mise hors service.
- 6.3.2 À ce moment-là, les taux, les prix, les majorations et les coûts de base prévisibles du volet 1 figurant dans la base de paiement peuvent nécessiter des rajustements, s'il y a lieu, en fonction de la période de déclin de la flotte et de sa FVU. Une collaboration entre l'entrepreneur et le Canada en ce qui concerne les activités de clôture du contrat et leur gestion sera nécessaire, notamment en raison de la diminution du CAHV, de la taille de la flotte, de l'état opérationnel, du rôle, etc.
- 6.3.3 Toute modification à la base de paiement pour cette période sera négociée et acceptée par les parties.

Section 7 – Tarifs de l'entrepreneur

7.1 Tarifs approuvés (période ferme)

7.1.1 Pour tous les travaux autorisés exécutés sur une base de TMR et de coûts remboursables, **du 1^{er} avril 2024 au 31 mars 2029** (dates exactes fixées au moment de l'attribution du contrat), l'entrepreneur sera payé selon les tarifs négociés et approuvés indiqués dans le **tableau 6 – Tarifs de l'entrepreneur** ci-dessous. Ces taux approuvés comprennent les profits.

7.1.2 En plus des activités pour lesquelles le TMR et la base de paiement des coûts remboursables s'appliquent, les taux approuvés au **tableau 6** s'appliquent également aux demandes de travaux supplémentaires (DTS), le cas échéant.

Tableau 6 – Tarifs et valeurs estimatives de l'entrepreneur

CATÉGORIE DE MAIN-D'ŒUVRE (En \$ CAN) (sera modifié pour tenir compte des catégories de main-d'œuvre du soumissionnaire retenu)	Nombre d'années-personnes (le cas échéant)	Année 1 du contrat Taux horaire	Année 2 du contrat Taux horaire	Année 3 du contrat Taux horaire	Année 4 du contrat Taux horaire	Année 5 du contrat Taux horaire
Volet 1B de la BDP – Services de base (TMR) – Prévisible						
Gestion du programme (entrepreneur principal – main-d'œuvre)		\$	\$	\$	\$	\$
Soutien technique – Entrepreneur principal		\$	\$	\$	\$	\$
Soutien technique – Sous-traitant		\$	\$	\$	\$	\$
Soutien de maintenance – Entrepreneur principal		\$	\$	\$	\$	\$
Soutien du matériel – Entrepreneur principal		\$	\$	\$	\$	\$
Autres coûts directs – Réparations par un sous-traitant tiers (valeur estimative)		\$	\$	\$	\$	\$
Autres coûts directs – Autres tâches		\$	\$	\$	\$	\$

Solicitation No. - N° de l'invitation
Buyer ID

W8485-22AVS2/DRFT

Client Ref. No. - N° de réf. du client
W8485-22AVS2

File No. - N° du dossier
006bg.W8485-22AVS2

Amd. No. - N° de la modif. Id de l'acheteur -

006bg

CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

administratives (valeur estimative)						
Volet 2A de la BDP – Matériel – Variable						
Matériel (entrepreneur principal) – variable (valeur estimative)		\$	\$	\$	\$	\$
Matériel (sous-traitants) – variable (valeur estimative)		\$	\$	\$	\$	\$
Volet 2B de la BDP – Au-delà de base (TMR)						
Soutien technique (p. ex., projet d'immobilisations ou nouvelle tâche)		\$	\$	\$	\$	\$
Soutien de maintenance (p. ex., projet d'immobilisations ou nouvelle tâche)		\$	\$	\$	\$	\$
Soutien du matériel (p. ex., projet d'immobilisations ou nouvelle tâche)		\$	\$	\$	\$	\$
Transport – Entrepreneur principal (valeur estimative)		\$	\$	\$	\$	\$
Transport – Sous-traitant (valeur estimative)		\$	\$	\$	\$	\$
Activités de dessaisissement (valeur estimative)		\$	\$	\$	\$	\$
Heures supplémentaires – Entrepreneur principal (taux de la province)		%	%	%	%	%
Heures supplémentaires – Sous-traitant		%	%	%	%	%
Frais de déplacement et de subsistance (valeur estimative)		\$	\$	\$	\$	\$
Frais généraux des matières et majoration						
Frais généraux des matières (pièces)		%	%	%	%	%

Autres coûts directs - Majoration		%	%	%	%	%
Transport – Majoration		%	%	%	%	%
Formation externe – Majoration		%	%	%	%	%
Réinstallation – Majoration		%	%	%	%	%
Frais du programme des sous-traitants – Majoration		%	%	%	%	%
Temps et matériel du sous-traitant – Majoration		%	%	%	%	%
Heures supplémentaires du sous-traitant – Majoration		%	%	%	%	%
Autres coûts directs du sous-traitant – Majoration		%	%	%	%	%
Transport du sous-traitant – Majoration		%	%	%	%	%
Matériel (pièces) du sous-traitant – Majoration		%	%	%	%	%

7.2 Détermination et approbation des taux et des prix (année(s) d'option (unique ou regroupée))

- 7.2.1 Les taux, les majorations et les prix pour les années d'option (uniques ou regroupées) qui commenceront après la période ferme du contrat seront négociés et approuvés avant l'émission des années d'option (uniques ou regroupées). Tous les tableaux seront mis à jour en conséquence, en fonction des taux, des majorations et des prix négociés et approuvés.
- 7.2.3 Un (1) an avant le début prévu d'une année d'option (unique ou regroupée), l'entrepreneur doit présenter une proposition financière à l'autorité contractante de TPSGC et à l'analyste financier du Groupe de justification de prix de TPSGC. La proposition comprendra des détails sur les taux, les prix, les majorations, le profit proposé et les CBP proposés par l'entrepreneur pour l'année d'option (unique ou regroupée).
- 7.2.4 La détermination et la négociation des taux, des prix, des majorations et des profits pour la ou les **périodes d'option** se feront conformément à la clause 1031-2 des CCUA sur les coûts contractuels et à la politique ministérielle sur les profits de TPSGC. La proposition de l'entrepreneur doit être suffisamment détaillée pour répondre aux besoins d'examen en vertu de la clause 1031-2 des CCUA, de la politique ministérielle sur les profits et pour que le Canada comprenne la méthodologie, la composition, les hypothèses, les calculs et la synthèse des estimations de coûts de la proposition financière couvrant l'année d'option (unique ou regroupée). La négociation et la détermination des CBP seront décidées par l'entrepreneur, l'autorité contractante de TPSGC et le gestionnaire des systèmes d'avionique (AVS) des CF188 du ministère de la Défense nationale. Dans le cas des CBP, la proposition de l'entrepreneur doit être

suffisamment détaillée pour que le Canada soit en mesure de comprendre la méthodologie et la répartition des CBP proposées par l'entrepreneur.

7.2.5 L'entrepreneur et TPSGC négocieront les tarifs et les prix à la réception de la proposition financière de l'entrepreneur. Les parties s'attendent à ce que la négociation des tarifs et des prix soit conclue avec la confirmation des taux, des prix, des majorations et des CBP approuvés par le Canada avant la date de début de l'année d'option (unique ou regroupée).

7.2.6 La base de paiement mise à jour, qui tient compte des taux, des prix, des majorations et des BPC pour l'année d'option (unique ou regroupée), sera attestée à des fins administratives au moyen d'une modification du contrat émise par l'autorité contractante de TPSGC.

Section 8 – Considérations particulières

8.1 Considérations dans le volet 2A – Matériel au-delà de base

8.1.1 En contrepartie de l'exécution par l'entrepreneur de ses obligations dans la cadre du volet 2A – Matériel variable, le Canada, en fonction de la réception des factures, paiera l'entrepreneur en dollars canadiens comme suit :

- a. Acquisition de pièces et de biens. Pour les pièces des AVS de CF188 commandées en dehors de l'inventaire actuel, qui sont achetées par l'entrepreneur auprès d'autres fournisseurs et d'autres FEO, l'entrepreneur négociera périodiquement les prix du fournisseur et offrira au Canada la vente de ces pièces plus la majoration approuvée par rapport au prix du fournisseur négocié indiqué dans le bon de commande avec ce fournisseur, conformément à ce qui est indiqué au **tableau 6**, pour l'année de contrat applicable.

8.2 Rabais supplémentaire facultatif

8.2.1 Clause de paiement anticipé (en préparation)

8.2.2 8.2.2 Paiement anticipé - Outil de gestion financière du MDN (en préparation)

Section 9 – Autres dispositions générales

9.1 Coûts de transport

- 9.2.1 Pour le transport des produits livrables, les prix doivent comprendre les coûts de transport du point d'origine à la destination.
- 9.2.2 Dans le cas des pièces de rechange, l'entrepreneur doit payer à l'avance les coûts de transport, y compris les frais de douane applicables et le coût du transport de l'entrepôt de l'entrepreneur à la destination, et réclamer ces coûts, avec majoration, sous forme d'article distinct dans la demande de règlement mensuelle consolidée pour le paiement progressif. L'entrepreneur doit également payer à l'avance les frais de transport et inclure le coût du transport à partir et à destination des AVS des CF188, et réclamer ces coûts, avec majoration, sous forme d'article distinct sur la demande consolidée mensuelle de paiement progressif.
- 9.2.3 Dans le cas des articles réparables, l'entrepreneur doit payer à l'avance les frais de transport, y compris les frais de douane applicables, ainsi que les frais de transport entre l'entrepôt de l'entrepreneur et les postes de réparation autorisés appropriés, et réclamer ces coûts, avec majoration, sous forme d'article distinct dans la demande de règlement mensuelle consolidée pour le paiement progressif.

9.3 Frais de déplacement et de subsistance

- 9.3.1 Une partie des activités de déplacement et de subsistance qui peuvent être prévues, planifiées et qui se déroulent de façon prévisible d'une année à l'autre, p. ex., les réunions permanentes de gouvernance, un prix fixe annuel du plan de déplacement et une liste des déplacements, sera négociée et approuvée par les deux parties. Le plan de déplacement s'appliquera pour chaque année et pour la durée de la période ferme du contrat. La valeur estimative des déplacements annuels prévus sera conforme au **tableau 6**.
- 9.3.2 Tous les frais de déplacement et de subsistance autorisés de l'entrepreneur, classés dans le volet 2B de la base de paiement, raisonnablement et convenablement engagés dans l'exécution des travaux, appuyés par des reçus appropriés, seront payés par le Canada selon la méthode du remboursement des frais, sans aucune indemnité pour la majoration ou les frais administratifs généraux. Tous les paiements doivent faire l'objet d'une vérification gouvernementale et ne doivent pas dépasser les coûts admissibles énoncés dans la Directive sur les voyages du Conseil national mixte. www.njc-cnm.gc.ca.

9.4 TPS/TVH/TVQ

- 9.4.1 La taxe sur les produits et services (TPS), la taxe de vente harmonisée (TVH) ou la taxe de vente du Québec (TVQ) ne sont pas incluses dans les prix et les taux des présentes. Dans les cas où elle s'applique, la TPS/TVH/TVQ doit figurer séparément sur toutes les factures et sera payée par le Canada. L'entrepreneur convient de remettre aux organismes gouvernementaux de perception de la taxe toute TPS/TVH/TVQ qu'il reçoit du Canada.

9.5 Application du remboursement et des crédits

- 9.5.1 L'article 39 de la *Loi sur la gestion des finances publiques* du gouvernement du Canada stipule ce qui suit :

-
- a. « Un trop-payé doit être porté au crédit de l'affectation de crédits à laquelle a été imputée la dépense, l'avance ou le paiement. »

9.5.2 Le paragraphe 25 du Manuel d'administration financière 1018-1 – Gestion des revenus publics du MDN stipule ce qui suit :

- a. « Le remboursement de dépenses (c.-à-d. recouvrement de trop-payés, remboursement de paiements anticipés, remboursement de taxes de vente ou d'accise et de droits de douane) peut être crédité au budget où les dépenses ont été initialement imputées seulement si le remboursement est reçu au cours du même exercice que les frais originaux. Les remboursements des dépenses des années précédentes ne peuvent être dépensés de nouveau. »

9.5.3 En raison des règlements ci-dessus, l'entrepreneur n'est pas autorisé à appliquer aux factures de demande d'acompte un crédit lié aux remboursements des paiements en trop de l'exercice précédent. En cas de trop-payé, l'entrepreneur demandera au MDN des directives sur la façon de procéder au remboursement.

9.6 Collecte de données sur les coûts

9.6.1 Pour accumuler les données nécessaires sur les coûts qui serviront de base de référence pour les négociations dans le cadre de l'établissement des coûts de base prévisibles et des taux de main-d'œuvre pour la première période d'option et les périodes d'option subséquentes jusqu'à la fin du contrat, l'entrepreneur doit consigner les coûts séparément et en détail pour chaque élément de base de paiement inclus dans les volets 1A, 1B, 1C, 2A et 2B pour la durée du contrat.

9.6.2 Cette collecte sur les coûts doit être fondée sur un système de comptabilité analytique approuvé par le gouvernement du Canada et qui s'appuie sur les principes de coût et de recouvrement du Principe d'établissement des coûts 1031-2, afin d'assurer une répartition juste et raisonnable des coûts pour chaque élément de la base de paiement.

9.6.3 Les données recueillies ne serviront pas à appliquer des rajustements tarifaires par rapport aux années précédentes, mais plutôt à déterminer des coûts de base raisonnables, ce qui permettra au gouvernement du Canada et à l'entrepreneur de conclure des contrats efficaces de partage relationnel.

9.6.4 Le comportement de l'entrepreneur propice à un environnement de collaboration en permettant à l'entreprise de soutien de répondre à deux exigences essentielles en matière d'optimisation des ressources (acheteur avisé et détermination du coût théorique) dans le cadre de l'initiative de soutien du Canada sera évalué chaque année dans le cadre de la MRS 3 – Comportement, détaillée à l'annexe D – Spécification relative à la gestion du rendement.

9.7 Exigences en matière de vérification – Mesures de rendement

9.7.1 Les calculs de l'entrepreneur, selon les mesures du rendement, font l'objet d'une vérification du gouvernement, à la discrétion de l'autorité contractante, avant et après le paiement à l'entrepreneur selon les modalités du présent contrat.

9.7.2 L'entrepreneur devra collaborer pleinement avec le Canada pendant cette vérification en lui accordant l'accès aux dossiers et aux systèmes que ce dernier jugera nécessaires pour s'assurer que tous les crédits ont été inscrits correctement sur les factures de l'entrepreneur. Si, après avoir effectué cette vérification, le Canada constate que les dossiers ou les systèmes permettant

Solicitation No. - N° de l'invitation
Buyer ID

W8485-22AVS2/DRFT

Client Ref. No. - N° de réf. du client
W8485-22AVS2

File No. - N° du dossier
006bg.W8485-22AVS2

Amd. No. - N° de la modif. Id de l'acheteur -

006bg

CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

à l'entrepreneur d'établir, de calculer et de comptabiliser les crédits ne sont pas adéquats, ce dernier devra adopter les mesures supplémentaires qui pourront être exigées par l'autorité contractante.

9.7.3 Le système d'allocation des coûts de l'entrepreneur peut faire l'objet d'une vérification par le gouvernement, à la discrétion du Canada.

Solicitation No. - N° de l'invitation
Buyer ID

W8485-22AVS2/DRFT

Client Ref. No. - N° de réf. du client
W8485-22AVS2

File No. - N° du dossier
006bg.W8485-22AVS2

Amd. No. - N° de la modif. Id de l'acheteur -

006bg

CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

Section 10 – Engagements en matière de retombées industrielles et technologiques et ajustements financiers connexes (en préparation)

Section 11 – Récompenses et pénalités

11.1 Généralités

- 11.1.1 La description complète du cadre de gestion du rendement (CGP) des AVS des CF 188 se trouve à l'annexe D – Spécification relative à la gestion du rendement (SGR). Le SGR contient les méthodes et les formules nécessaires pour calculer les valeurs des mesures de rendement stratégique (MRS) et leur applicabilité aux incitatifs au rendement et au partage des gains. Le cadre de la SGR sera utilisé pour déterminer les résultats de l'évaluation du rendement en fonction des données sur le rendement transmises, qui peuvent recommander un paiement de primes de rendement et le partage des gains, le cas échéant.
- 11.1.2 Les liens entre les mesures du rendement de la SGR, les éléments de la portée des travaux par volet de l'énoncé des travaux à exécuter (ETE) et la structure par volet de la base de paiement sont illustrés à l'appendice 2 de la présente annexe, comme il est indiqué ci-dessous.
- 11.1.3 Les paiements versés à l'entrepreneur par le Canada peuvent être rajustés en fonction du niveau de rendement réel atteint par l'entrepreneur par l'application et l'attribution d'un incitatif financier et/ou du partage des gains conformément à l'annexe D – Spécification relative à la gestion du rendement (SGR) et par le processus de gouvernance figurant également à l'annexe D – Spécification relative à la gestion du rendement (SGR).

11.2 Récompenses financières

11.2.1 Incitatif financier annuel

- 11.2.1.1 Toutes les descriptions, tous les calculs et toutes les dispositions relatives aux mesures de rendement stratégique sont décrits en détail à l'annexe D – Spécification relative à la gestion du rendement (SGR). Selon les notes des MRS obtenues à la fin de chaque période de rendement annuelle, tel qu'il est défini à l'annexe D, et approuvées exclusivement par les représentants du gouvernement du Canada à la réunion d'examen du rendement stratégique, une prime de rendement annuelle maximale de (*à finaliser au moment de l'attribution du contrat par le Canada*) sera attribué à l'entrepreneur si toutes les conditions d'attribution d'une prime d'incitation au rendement sont respectées conformément à l'annexe D – Spécification relative à la gestion du rendement (SGR).
- 11.2.1.2 Un paiement annuel d'incitation financière approuvé doit être facturé au Canada en suivant le processus mensuel de demandes d'acomptes regroupées sur le formulaire TPSGC 1111 au moyen de la Base de paiement indiqué comme suit : Incitatif financier. Le paiement sera effectué sous forme de montant forfaitaire unique.

11.2.2 Partage des gains

- 11.2.2.1 Cette récompense est spécifiquement associée à la MRS-02 – Abordabilité. La période de rendement pour la part des gains sera fondée sur la période ferme initiale du contrat de cinq ans, et sur toute année d'option subséquente attribuée (unique ou regroupée). Lorsqu'une part des gains est réalisée et autorisée après la fin de la période ferme, les économies seront partagées entre l'entrepreneur et le Canada selon un ratio (*à finaliser à l'attribution du contrat*), où l'entrepreneur reçoit (*à finaliser à l'attribution du contrat*) la valeur des économies.

L'incitatif de partage des gains ne s'appliquera qu'aux activités des volets 1A, 1B et 1C de la BDP.

- 11.2.2.2 Sur une période cumulative d'option de cinq ans, le montant total facturé par l'entrepreneur pour les activités combinées des volets 1A, 1B et 1C est inférieur aux coûts de base prévisibles cumulatifs de la période d'option de cinq ans, tel que négocié et convenu mutuellement par l'entrepreneur et le Canada, le partage des bénéfices s'appliquera, sous réserve de toute autre mesure décrite dans le SGR. La proportion du partage des bénéfices ci-dessus s'appliquera à la différence entre les montants réels facturés annuellement additionnés et les coûts de base prévisibles pour la période de rendement applicable.
- 11.2.2.3 Le montant de l'incitatif relatif à la part de gain doit être facturé au Canada sur le formulaire TPSGC 1111 en utilisant le poste de la Base de paiement indiqué comme incitatif du partage des gains. L'incitatif du partage des gains est versé, s'il y a lieu, en un seul paiement forfaitaire tous les cinq ans.

11.2.3 Partage des pertes et retenues (en préparation - à déterminer dans la version définitive de la DP)

11.4 Proposition de modification de la valeur (PMV)

- 11.4.1 Tous les détails de l'initiative de PMV sont décrits à l'annexe D – Spécification relative à la gestion du rendement.

11.4.2 Paiement de la PMV

- 11.4.2.1 Les PMV approuvés de catégorie B, définis à l'annexe D – Spécification relative à la gestion du rendement, doivent être pris en compte dans les prévisions annuelles des activités (PAA). L'entrepreneur doit facturer le Canada en arrérages à titre d'article distinct sur les demandes d'acomptes regroupées mensuelles, en remplissant le formulaire TPSGC 1111, indiqué à la ligne « Paiement de la proposition de modification de la valeur ». La demande d'acompte contient chaque numéro de PMV ainsi que le nombre de PMV qui a été appliqué pendant la période de paiement de la facture mensuelle. Le Canada remboursera l'entrepreneur conformément au ratio de partage défini au moyen du processus décrit à l'annexe D – Spécification relative à la gestion du rendement. Le paiement sera effectué sous forme de montant forfaitaire unique.
- 11.4.2.2 Le Canada remboursera les coûts d'élaboration et de mise en œuvre selon le pourcentage ou la proportion convenu.
- 11.4.2.3 L'entrepreneur sera admissible au partage des économies découlant de la PMV pendant la période convenue au moment de son acceptation.

11.5.3 Ventilation des coûts

- 11.5.3.1 Les précisions relatives aux coûts et aux économies liés à la PMV doivent faire l'objet d'une vérification par le Canada, et l'entrepreneur doit tenir des registres convenables à l'appui de tous les volets de la PMV, conformément à la clause du contrat relative aux comptes et aux vérifications.

Solicitation No. - N° de l'invitation
Buyer ID
W8485-22AVS2/DRFT
Client Ref. No. - N° de réf. du client
W8485-22AVS2

File No. - N° du dossier
006bg.W8485-22AVS2

Amd. No. - N° de la modif. Id de l'acheteur -
006bg
CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

SES des systèmes avioniques (AVIO) du CF188 Annexe B – Base de paiement

Appendice 1 – Liens entre la base de paiement et les domaines fonctionnels de l'énoncé des travaux à exécuter (en préparation - à déterminer dans la version définitive de la DP)



SECURITY REQUIREMENTS CHECK LIST (SRCL)

LISTE DE VÉRIFICATION DES EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ (LVERS)

PART A - CONTRACT INFORMATION / PARTIE A - INFORMATION CONTRACTUELLE

1. Originating Government Department or Organization / Ministère ou organisme gouvernemental d'origine DND		2. Branch or Directorate / Direction générale ou Direction DAEPM(FT)	
3. a) Subcontract Number / Numéro du contrat de sous-traitance		3. b) Name and Address of Subcontractor / Nom et adresse du sous-traitant	
4. Brief Description of Work / Brève description du travail CF188 Avionics Optimized Weapon System Support, Full In-Service support, with all elements from program management, maintenance, supply chain management to disposal. NOT FINAL SRCL SUBJECT TO CHANGE FOR DRAFT PURPOSE ONLY			
5. a) Will the supplier require access to Controlled Goods? Le fournisseur aura-t-il accès à des marchandises contrôlées?		<input type="checkbox"/> No / Non <input checked="" type="checkbox"/> Yes / Oui	
5. b) Will the supplier require access to unclassified military technical data subject to the provisions of the Technical Data Control Regulations? Le fournisseur aura-t-il accès à des données techniques militaires non classifiées qui sont assujetties aux dispositions du Règlement sur le contrôle des données techniques?		<input checked="" type="checkbox"/> No / Non <input type="checkbox"/> Yes / Oui	
6. Indicate the type of access required / Indiquer le type d'accès requis			
6. a) Will the supplier and its employees require access to PROTECTED and/or CLASSIFIED information or assets? Le fournisseur ainsi que les employés auront-ils accès à des renseignements ou à des biens PROTÉGÉS et/ou CLASSIFIÉS? (Specify the level of access using the chart in Question 7. c) (Préciser le niveau d'accès en utilisant le tableau qui se trouve à la question 7. c)		<input type="checkbox"/> No / Non <input checked="" type="checkbox"/> Yes / Oui	
6. b) Will the supplier and its employees (e.g. cleaners, maintenance personnel) require access to restricted access areas? No access to PROTECTED and/or CLASSIFIED information or assets is permitted. Le fournisseur et ses employés (p. ex. nettoyeurs, personnel d'entretien) auront-ils accès à des zones d'accès restreintes? L'accès à des renseignements ou à des biens PROTÉGÉS et/ou CLASSIFIÉS n'est pas autorisé.		<input checked="" type="checkbox"/> No / Non <input type="checkbox"/> Yes / Oui	
6. c) Is this a commercial courier or delivery requirement with no overnight storage? S'agit-il d'un contrat de messagerie ou de livraison commerciale sans entreposage de nuit?		<input checked="" type="checkbox"/> No / Non <input type="checkbox"/> Yes / Oui	
7. a) Indicate the type of information that the supplier will be required to access / Indiquer le type d'information auquel le fournisseur devra avoir accès			
Canada <input checked="" type="checkbox"/>		NATO / OTAN <input type="checkbox"/>	
Foreign / Étranger <input checked="" type="checkbox"/>			
7. b) Release restrictions / Restrictions relatives à la diffusion			
No release restrictions / Aucune restriction relative à la diffusion <input checked="" type="checkbox"/>		All NATO countries / Tous les pays de l'OTAN <input type="checkbox"/>	
Not releasable / À ne pas diffuser <input checked="" type="checkbox"/>			
Restricted to: / Limité à : <input checked="" type="checkbox"/>		Restricted to: / Limité à : <input type="checkbox"/>	
Specify country(ies): / Préciser le(s) pays : USA/Canada		Specify country(ies): / Préciser le(s) pays :	
7. c) Level of information / Niveau d'information			
PROTECTED A / PROTÉGÉ A <input checked="" type="checkbox"/>		NATO UNCLASSIFIED / NATO NON CLASSIFIÉ <input type="checkbox"/>	
PROTECTED B / PROTÉGÉ B <input checked="" type="checkbox"/>		NATO RESTRICTED / NATO DIFFUSION RESTREINTE <input type="checkbox"/>	
PROTECTED C / PROTÉGÉ C <input type="checkbox"/>		NATO CONFIDENTIAL / NATO CONFIDENTIEL <input type="checkbox"/>	
CONFIDENTIAL / CONFIDENTIEL <input checked="" type="checkbox"/>		NATO SECRET <input type="checkbox"/>	
SECRET <input checked="" type="checkbox"/>		COSMIC TOP SECRET / COSMIC TRÈS SECRET <input type="checkbox"/>	
TOP SECRET / TRÈS SECRET <input type="checkbox"/>			
TOP SECRET (SIGINT) / TRÈS SECRET (SIGINT) <input type="checkbox"/>			
		PROTECTED A / PROTÉGÉ A <input checked="" type="checkbox"/>	
		PROTECTED B / PROTÉGÉ B <input checked="" type="checkbox"/>	
		PROTECTED C / PROTÉGÉ C <input type="checkbox"/>	
		CONFIDENTIAL / CONFIDENTIEL <input checked="" type="checkbox"/>	
		SECRET <input checked="" type="checkbox"/>	
		TOP SECRET / TRÈS SECRET <input type="checkbox"/>	
		TOP SECRET (SIGINT) / TRÈS SECRET (SIGINT) <input type="checkbox"/>	



PART A (continued) / PARTIE A (suite)

8. Will the supplier require access to PROTECTED and/or CLASSIFIED COMSEC information or assets?
Le fournisseur aura-t-il accès à des renseignements ou à des biens COMSEC désignés PROTÉGÉS et/ou CLASSIFIÉS? ☐ No / Non ☒ Yes / Oui
If Yes, indicate the level of sensitivity:
Dans l'affirmative, indiquer le niveau de sensibilité : SECRET

9. Will the supplier require access to extremely sensitive INFOSEC information or assets?
Le fournisseur aura-t-il accès à des renseignements ou à des biens INFOSEC de nature extrêmement délicate? ☒ No / Non ☐ Yes / Oui

Short Title(s) of material / Titre(s) abrégé(s) du matériel :

Document Number / Numéro du document :

PART B - PERSONNEL (SUPPLIER) / PARTIE B - PERSONNEL (FOURNISSEUR)

10. a) Personnel security screening level required / Niveau de contrôle de la sécurité du personnel requis

<input checked="" type="checkbox"/> RELIABILITY STATUS COTE DE FIABILITÉ	<input checked="" type="checkbox"/> CONFIDENTIAL CONFIDENTIEL	<input checked="" type="checkbox"/> SECRET SECRET	<input type="checkbox"/> TOP SECRET TRÈS SECRET
<input type="checkbox"/> TOP SECRET- SIGINT TRÈS SECRET - SIGINT	<input type="checkbox"/> NATO CONFIDENTIAL NATO CONFIDENTIEL	<input type="checkbox"/> NATO SECRET NATO SECRET	<input type="checkbox"/> COSMIC TOP SECRET COSMIC TRÈS SECRET
<input type="checkbox"/> SITE ACCESS ACCÈS AUX EMPLACEMENTS			

Special comments:

Commentaires spéciaux : _____

NOTE: If multiple levels of screening are identified, a Security Classification Guide must be provided.

REMARQUE : Si plusieurs niveaux de contrôle de sécurité sont requis, un guide de classification de la sécurité doit être fourni.

10. b) May unscreened personnel be used for portions of the work?
Du personnel sans autorisation sécuritaire peut-il se voir confier des parties du travail? ☐ No / Non ☒ Yes / Oui
If Yes, will unscreened personnel be escorted?
Dans l'affirmative, le personnel en question sera-t-il escorté? ☒ No / Non ☐ Yes / Oui

PART C - SAFEGUARDS (SUPPLIER) / PARTIE C - MESURES DE PROTECTION (FOURNISSEUR)

INFORMATION / ASSETS / RENSEIGNEMENTS / BIENS

11. a) Will the supplier be required to receive and store PROTECTED and/or CLASSIFIED information or assets on its site or premises?
Le fournisseur sera-t-il tenu de recevoir et d'entreposer sur place des renseignements ou des biens PROTÉGÉS et/ou CLASSIFIÉS? ☐ No / Non ☒ Yes / Oui

11. b) Will the supplier be required to safeguard COMSEC information or assets?
Le fournisseur sera-t-il tenu de protéger des renseignements ou des biens COMSEC? ☐ No / Non ☒ Yes / Oui

PRODUCTION

11. c) Will the production (manufacture, and/or repair and/or modification) of PROTECTED and/or CLASSIFIED material or equipment occur at the supplier's site or premises?
Les installations du fournisseur serviront-elles à la production (fabrication et/ou réparation et/ou modification) de matériel PROTÉGÉ et/ou CLASSIFIÉ? ☐ No / Non ☒ Yes / Oui

INFORMATION TECHNOLOGY (IT) MEDIA / SUPPORT RELATIF À LA TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION (TI)

11. d) Will the supplier be required to use its IT systems to electronically process, produce or store PROTECTED and/or CLASSIFIED information or data?
Le fournisseur sera-t-il tenu d'utiliser ses propres systèmes informatiques pour traiter, produire ou stocker électroniquement des renseignements ou des données PROTÉGÉS et/ou CLASSIFIÉS? ☐ No / Non ☒ Yes / Oui

11. e) Will there be an electronic link between the supplier's IT systems and the government department or agency?
Disposera-t-on d'un lien électronique entre le système informatique du fournisseur et celui du ministère ou de l'agence gouvernementale? ☒ No / Non ☐ Yes / Oui



PART C - (continued) / PARTIE C - (suite)

For users completing the form **manually** use the summary chart below to indicate the category(ies) and level(s) of safeguarding required at the supplier's site(s) or premises.

Les utilisateurs qui remplissent le formulaire **manuellement** doivent utiliser le tableau récapitulatif ci-dessous pour indiquer, pour chaque catégorie, les niveaux de sauvegarde requis aux installations du fournisseur.

For users completing the form **online** (via the Internet), the summary chart is automatically populated by your responses to previous questions.

Dans le cas des utilisateurs qui remplissent le formulaire **en ligne** (par Internet), les réponses aux questions précédentes sont automatiquement saisies dans le tableau récapitulatif.

SUMMARY CHART / TABLEAU RÉCAPITULATIF

Category Catégorie	PROTECTED PROTÉGÉ			CLASSIFIED CLASSIFIÉ			NATO				COMSEC					
	A	B	C	CONFIDENTIAL CONFIDENTIEL	SECRET	TOP SECRET TRÈS SECRET	NATO RESTRICTED	NATO CONFIDENTIAL	NATO SECRET	COSMIC TOP SECRET	PROTECTED PROTÉGÉ			CONFIDENTIAL	SECRET	TOP SECRET
							NATO DIFFUSION RESTREINTE	NATO CONFIDENTIEL		COSMIC COSMIC TRÈS SECRET	A	B	C			
Information / Assets Renseignements / Biens					✓										✓	
Production					✓										✓	
IT Media / Support TI					✓										✓	
IT Link / Lien électronique																

12. a) Is the description of the work contained within this SRCL PROTECTED and/or CLASSIFIED?

La description du travail visé par la présente LVERS est-elle de nature PROTÉGÉE et/ou CLASSIFIÉE?



No
Non



Yes
Oui

If Yes, classify this form by annotating the top and bottom in the area entitled "Security Classification".

Dans l'affirmative, classifiez le présent formulaire en indiquant le niveau de sécurité dans la case intitulée

« Classification de sécurité » au haut et au bas du formulaire.

12. b) Will the documentation attached to this SRCL be PROTECTED and/or CLASSIFIED?

La documentation associée à la présente LVERS sera-t-elle PROTÉGÉE et/ou CLASSIFIÉE?



No
Non



Yes
Oui

If Yes, classify this form by annotating the top and bottom in the area entitled "Security Classification" and indicate with attachments (e.g. SECRET with Attachments).

Dans l'affirmative, classifiez le présent formulaire en indiquant le niveau de sécurité dans la case intitulée

« Classification de sécurité » au haut et au bas du formulaire et indiquer qu'il y a des pièces jointes (p. ex. SECRET avec des pièces jointes).



PART D - AUTHORIZATION / PARTIE D - AUTORISATION

13. Organization Project Authority / Chargé de projet de l'organisme

Name (print) - Nom (en lettres moulées)	Title - Titre	Signature
Maj Kushal Patel	DAEPM(FT) 2-4	

Telephone No. - N° de téléphone	Facsimile No. - N° de télécopieur	E-mail address - Adresse courriel	Date
343-571-5023		Kushal.Patel@forces.gc.ca	10 Nov 2022

14. Organization Security Authority / Responsable de la sécurité de l'organisme

Name (print) - Nom (en lettres moulées)	Title - Titre	Signature

Telephone No. - N° de téléphone	Facsimile No. - N° de télécopieur	E-mail address - Adresse courriel	Date

15. Are there additional instructions (e.g. Security Guide, Security Classification Guide) attached?
Des instructions supplémentaires (p. ex. Guide de sécurité, Guide de classification de la sécurité) sont-elles jointes?

☐ No ☐ Yes
☐ Non ☐ Oui

16. Procurement Officer / Agent d'approvisionnement

Name (print) - Nom (en lettres moulées)	Title - Titre	Signature
Jean Araujo	DAP 5-2-5	

Telephone No. - N° de téléphone	Facsimile No. - N° de télécopieur	E-mail address - Adresse courriel	Date
819-939-4255		jean.araujo@forces.gc.ca	

17. Contracting Security Authority / Autorité contractante en matière de sécurité

Name (print) - Nom (en lettres moulées)	Title - Titre	Signature

Telephone No. - N° de téléphone	Facsimile No. - N° de télécopieur	E-mail address - Adresse courriel	Date

N° de l'invitation - Sollicitation No.
W8485-22AVS2/DRFT
N° de réf. du client - Client Réf. No.
W8485-22AVS2

N° de la modif - Amd. No.
File No. - N° du dossier
006bg.W8485-22AVS2

Id de l'acheteur - Buyer ID
006bg
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

Annexe D

– Spécification de gestion des performances

Disponible sur demande :

Doit présenter une classification de sécurité **SECRET et un attestation de marchandises contrôlées valides pour demander les annexes suivantes :**

Solicitation No. - N° de l'invitation
W8485-22A VS2/DRFT

Client Ref. No. - N° de réf. du client
W8485-22A VS2

File No. - N° du dossier
006bg.W8485-22A VS2

Amd. No. - N° de la modif. Id de l'acheteur - Buyer ID
006bg

CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

CF-18 Contrat AVS ISS

Annexe E – Partie 1 - Exigences obligatoires et méthode de conformité

ID	Exigences obligatoires	Méthode de conformité	Référence de l'énoncé de travail à exécuter (ETE)
1- Gestion du programme – Gestion	Le répondant doit décrire sa capacité et son expérience, présenter l'équipe de gestion de projet et donner les coordonnées des personnes-ressources et principaux sous-traitants du client actuel. Le répondant doit démontrer, conformément à la méthode de conformité, en quoi il satisfait aux exigences de l'ETE.	Le répondant doit résumer ses capacités et son expérience, décrire brièvement l'équipe de gestion du projet et donner les coordonnées des personnes-ressources actuelles du client et des principaux sous-traitants. Le curriculum vitæ doit présenter la façon dont le répondant satisfera aux exigences de soutien en service de l'ETE.	Section 3 de l'ETE
2- Soutien en service lié au matériel avionique d'aéronefs militaires	Le répondant doit attester qu'il a au moins deux (2) années d'expérience acquise au cours des cinq (5) dernières années en gestion du soutien en service (SES) lié au matériel avionique d'une flotte d'aéronefs militaires.	Fournir une lettre d'un client antérieur ou la documentation d'un contrat antérieur (y compris la page couverture du contrat) qui démontre clairement que le soumissionnaire a fourni du SES pour du matériel avionique d'aéronefs militaires pendant au moins deux (2) des cinq (5) dernières années.	Ensemble de l'ETE
3- Soutien à la gestion du matériel – Gestion de la chaîne d'approvisionnement (GCA)	Le répondant doit avoir acquis une expérience de la GCA de pièces de matériel avionique pour l'aviation (au moins 500 pièces d'aviation) pendant au moins deux (2) des cinq (5) dernières années.	Fournir une lettre d'un client antérieur ou la documentation d'un contrat antérieur (y compris la page couverture du contrat) qui démontre clairement que le soumissionnaire a assuré la GCA de pièces de matériel avionique pour l'aviation (au moins 500 pièces d'aviation) pendant au moins deux (2) des cinq (5) dernières années.	Section 6 de l'ETE
4- Soutien de la maintenance – Expérience de la	Le répondant doit avoir acquis au moins deux (2) années d'expérience au cours des cinq (5) dernières années en prestation de services de réparation et	Fournir une lettre d'un client antérieur ou la documentation d'un contrat antérieur (y compris la page couverture du contrat) qui démontre clairement que le répondant	Section 5 de l'ETE

Solicitation No. - N° de l'invitation
W8485-22A VS2/DRFT

Client Ref. No. - N° de réf. du client
W8485-22A VS2

File No. - N° du dossier
006bg, W8485-22A VS2

Amd. No. - N° de la modif. Id de l'acheteur - Buyer ID
006bg

CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

maintenance – Avionique	de révision de matériel avionique d'aéronefs militaires.	a acquis une expérience pendant au moins deux (2) des cinq (5) dernières années en prestation de services de réparation et de révision de matériel avionique d'aéronefs militaires.	
5- Soutien à la maintenance – Capacité à réparer des pièces	Le répondant doit avoir exécuté pendant au moins deux (2) des cinq (5) dernières années au moins 300 réparations de systèmes avioniques militaires par année civile (12 mois).	Fournir une lettre d'un client antérieur ou la documentation d'un contrat antérieur (y compris la page couverture du contrat) qui démontre clairement que le répondant a exécuté pendant au moins deux (2) des cinq (5) dernières années au moins 300 réparations de systèmes avioniques militaires par année civile (12 mois).	Section 5 de l'ETE
6- Soutien technique – Matériel avionique militaire	Le répondant doit avoir cumulé pendant au moins deux (2) des cinq (5) dernières années au moins 200 heures de soutien technique pour des systèmes avioniques militaires.	Fournir une lettre d'un client antérieur ou la documentation d'un contrat antérieur (y compris la page couverture du contrat) qui démontre clairement que le répondant a passé pendant au moins deux (2) des cinq (5) dernières années au moins 200 heures en soutien technique pour des systèmes avioniques militaires.	Section 4 de l'ETE
7- Gestion financière	Le répondant doit démontrer son expérience en gestion de contrats récente à titre de membre interne de soutien en service (SES) évalué à au moins dix (10) millions de dollars canadiens pendant au moins deux (2) des cinq (5) dernières années.	Fournir une lettre d'un client antérieur ou la documentation d'un contrat antérieur (y compris la page de couverture du contrat) qui démontre clairement que le répondant a acquis une expérience de la gestion de contrats de SES d'une valeur minimale de dix (10) millions de dollars canadiens pendant au moins deux (2) des cinq (5) dernières années.	Section 3 de l'ETE
8- Gestion du programme – Accréditation de la navigabilité	Le répondant doit constituer une organisation pourvue par le MDN d'une accréditation de navigabilité conformément au Manuel de navigabilité technique (MNT) ou sera accrédité ou approuvé auprès d'une organisation	Fournir le certificat d'accréditation de navigabilité actuel du répondant. et	Section 3 de l'ETE

Solicitation No. - N° de l'invitation
W8485-22A VS2/DRFT

Client Ref. No. - N° de réf. du client
W8485-22A VS2

File No. - N° du dossier
006bg, W8485-22A VS2

Amd. No. - N° de la modif. Id de l'acheteur - Buyer ID
006bg

CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

	<p>reconnue par le Directeur – Navigabilité aérienne et soutien technique (DNAST) du MDN. L'organisation du répondant (répondant ou sous-traitant proposé) qui effectuera les activités de réparation et révision et de maintenance doit être un organisme de maintenance accrédité (OMA) par le MDN ou un OMA accrédité ou approuvé par une organisation reconnue par la DNAST du MDN.</p> <p>Le répondant doit aussi posséder un statut d'accréditation de navigabilité d'un organisme technique accrédité (OTA) ou d'un organisme de conception accrédité (OConcA) du MDN pour respecter la portée concernant l'équipement avionique du CF-18 (p. ex. l'équipement d'essai automatisé) dans les 12 mois suivant l'attribution du contrat.</p>	<p>Fournir l'accréditation du certificat de navigabilité actuel de l'OMA, de l'OTA et de l'OConcA, ainsi que le Manuel des procédés de maintenance, des organisations du répondant qui effectueront les activités de réparation et révision, et de maintenance.</p> <p>Fournir une certification, signée par un agent autorisé de l'entreprise, selon laquelle le répondant s'engage à obtenir l'accréditation provisoire de l'OMA dans les trois (3) mois suivant l'attribution du contrat par le MDN, et l'accréditation de l'OMA, de l'OTA et de l'OConcA dans les 12 mois suivant l'attribution du contrat par le MDN pour respecter la portée concernant l'équipement avionique du CF-18 (p. ex. l'équipement d'essai automatisé) au moyen de la signature de la certification jointe à l'annexe X.</p>	
9- Gestion du programme – Système qualité	<p>Le répondant doit posséder un système de gestion de la qualité qui est reconnu par la Direction de la navigabilité technique et du soutien technique (DTAES) du MDN. Un exemple de cette norme serait un système de gestion de la qualité ISO 9000 ou ISO 90001.</p>	<p>Fournir un exemplaire du manuel actuel du système de gestion de la qualité du répondant qui démontre la conformité aux exigences de la DNAST du MDN.</p>	Section 3 de l'ETE
10- Gestion du programme – Accord d'assistance technique	<p>Le répondant doit démontrer sa capacité à obtenir des accords d'assistance technique de la part de fabricants d'équipements d'origine (FEO) des États-Unis. Le répondant doit avoir au</p>	<p>Fournir des copies des certificats existants de l'accord d'assistance technique du répondant provenant de FEO des États-Unis pour un système avionique ou un EEA qui sont soumis à</p>	Section 3 de l'ETE

Solicitation No. - N° de l'invitation
W8485-22A VS2/DRFT

Client Ref. No. - N° de réf. du client
W8485-22A VS2

Amd. No. - N° de la modif. Id de l'acheteur - Buyer ID
006bg

CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME
006bg, W8485-22A VS2

	moins un accord d'assistance technique pour un système avionique pour l'aviation, ou un accord d'assistance technique pour un équipement d'essai automatisé (EEA), qui sont soumis à l'International Traffic in Arms Regulations (ITAR) et figurent sur la liste des munitions du gouvernement des États-Unis.	ITAR et figurent sur la liste des munitions du gouvernement des États-Unis.	
11- Plan de transition et de mise en œuvre du contrat	<p>Le soumissionnaire doit fournir, à la date de clôture des soumissions, son plan de transition et de mise en œuvre du contrat (PTMOC), conformément à la Liste des données essentielles au contrat (LDEC) GP-013.</p>	<p>Le soumissionnaire doit fournir son PTMOC, conformément à la LDEC GP-013.</p> <p>Le PTMOC du soumissionnaire doit fournir une méthodologie permettant de répondre à toutes les exigences en matière de transition et de mise en œuvre de l'ETE.</p>	Section 3.7.1 de l'ETE

CF-18 Contrat AVS ISS
Annexe e – Partie 2 CRITÈRES TECHNIQUES COTÉS

CTC 1	Référence EET	Critères techniques cotés	Pièces justificatives requises	Points attribués	Points	Évaluation/Commentaire(s)
	Section 6 de l'ETE	<p>Soutien du matériel – Gestion de la chaîne d'approvisionnement (GCA)</p> <p>Le répondeur doit avoir acquis une expérience en gestion de la chaîne d'approvisionnement (GCA) de pièces d'aviation (au moins 500 pièces avioniques pour l'aviation) et de produits consommables pendant au moins deux (2) des cinq (5) dernières années. Nota : A l'attribution du contrat, le contractant devra gérer un minimum de 15 systèmes avioniques majeurs et six équipements d'essai automatisé (EEA) comprenant plus de 4 000 articles réparables (classe A) et plus de 20 000 produits consommables (classe C).</p>	<p>Fournir le plan actuel de gestion de la chaîne d'approvisionnement du répondeur (ou des sous-traitants proposés) et d'autres documents qui démontrent clairement que le répondeur (ou le sous-traitant proposé) a effectué une gestion de la chaîne d'approvisionnement de pièces d'aviation et de produits consommables, pendant au moins deux (2) des cinq (5) dernières années. Fournir un document qui précise le nombre de pièces et la valeur financière des stocks.</p>	<p>Les points seront attribués en fonction du nombre de pièces traitées par la GCA pendant la durée du contrat.</p> <p>500 pièces : 5 points 501 à 1 000 pièces : 10 points 1 001 à 1 500 pièces : 25 points 1 501 à 2 000 pièces : 50 points 2 001 à 2 500 pièces : 75 points 2 501 pièces et plus : 100 points</p>	Total :	
CTC 2	Référence EET	Critères techniques cotés	Pièces justificatives requises	Points attribués	Points	Évaluation/Commentaire(s)
	Section 5 de l'ETE	<p>Soutien à la maintenance – Expérience du répondeur en matière d'entretien – Avionique</p> <p>Le répondeur doit avoir acquis au moins deux (2) années d'expérience au cours des cinq (5) dernières années en prestation de</p>	<p>Fournir une lettre d'un client antérieur ou la documentation d'un contrat antérieur (y compris la page de couverture du contrat) qui démontre clairement que le répondeur (le répondeur ou les sous-traitants proposés) a fourni des services de</p>	<p>Les points seront attribués pour chaque pièce en fonction de la durée du contrat et de l'échelle suivante :</p> <p>24 mois : 10 points</p>	Total :	

		services de réparation et de révision de matériel avionique d'aéronefs.	réparation et révision en matériel avionique pendant au moins deux (2) des cinq (5) dernières années.	25 à 36 mois : 25 points 37 à 48 mois : 50 points 49 à 60 mois : 75 points 61 mois et plus : 100 points	
CTC 4	Section 5 de l'ETE	Critères techniques cotés Soutien à la maintenance – Expérience du répondant en matière de maintenance – Matériel avionique (quantité) Le répondant (le répondant ou les sous-traitants proposés) doit au moins avoir effectué au total au moins 300 réparations avioniques par année.	Pièces justificatives requises Fournir une lettre d'un client antérieur ou la documentation d'un contrat antérieur (y compris la page couverture du contrat) qui démontre clairement la quantité totale de réparations avioniques du répondant (le répondant ou les sous-traitants proposés) par année.	Points attribués Les points seront attribués en fonction du nombre de réparations totales par année : 300 réparations : 5 points 301 à 500 réparations : 10 points 501 à 1 000 réparations : 25 points 1 001 à 1 500 réparations : 50 points 1 500 à 2 000 réparations : 75 points 2 000 réparations et plus : 100 points	Points Évaluation/Commentaire(s)
CTC 5	Section 5 de l'ETE	Critères techniques cotés Soutien à la maintenance – Expérience du répondant en maintenance – Équipement d'essai automatisé (EEA) Le répondant doit démontrer qu'il possède de l'expérience en exploitation et en maintenance, y compris en réparation et révision, d'EEA de	Pièces justificatives requises Fournir une lettre d'un client antérieur ou la documentation d'un contrat antérieur (y compris la page de couverture du contrat) qui démontre clairement que le répondant (le répondant ou les sous-traitants proposés) a fourni des services	Points attribués Les points seront attribués en fonction de la durée du contrat et de l'échelle suivante : 24 mois : 10 points 25 à 35 mois : 25 points 36 à 47 mois : 50 points	Points Total : Évaluation/Commentaire(s)

		matériel avionique pendant au moins deux (2) des cinq (5) dernières années.	d'exploitation et de maintenance, y compris en réparation et révision, de matériel avionique d'EEA pendant deux (2) des cinq (5) dernières années. Le répondant doit aussi décrire en détail l'EEA utilisé et la durée de son utilisation.	48 à 59 mois : 75 points 60 mois et plus : 100 points		
CTC 6		Critères techniques cotés	Pièces justificatives requises	Points attribués	Points	Évaluation/ Commentaire(s)
	Section 4 de l'ETE	Soutien technique (ST) – Matériel avionique Le répondant doit démontrer son expérience en heures de soutien technique (au moins 200 heures) pour le matériel avionique (AVS) d'aéronefs militaires au cours des cinq (5) dernières années.	Fournir une lettre d'un client antérieur ou la documentation d'un contrat antérieur (y compris la page de couverture du contrat) qui démontre clairement que le répondant (le répondant ou les sous-traitants proposés) a fourni XX heures par année de soutien technique en matériel avionique (AVS) militaire au cours des cinq (5) dernières années.	Des points seront attribués pour les heures de soutien technique en matériel avionique (AVS) d'aéronefs militaires au cours des cinq (5) dernières années et selon l'échelle suivante : 200 heures : 5 points 201 à 400 heures : 10 points 401 à 600 heures : 25 points 601 à 800 heures : 50 points 801 à 1 000 heures : 75 points 1 000 heures et plus : 100 points	Total :	
CTC 7		Critères techniques cotés	Pièces justificatives requises	Points attribués	Points	Évaluation/ Commentaire(s)
	Section 4 de l'ETE	Soutien technique (ST) – Matériel et logiciels d'EEA Le répondant doit démontrer son expérience en heures de soutien technique (au moins	Fournir une lettre d'un client antérieur ou la documentation d'un contrat antérieur (y compris la page couverture du contrat) qui démontre clairement que le répondant (le répondant ou les sous-	Les points seront attribués pour les heures d'assistance technique pour le matériel et les logiciels d'EEA selon l'échelle suivante :	Total :	

		200 heures) en matériel et logiciels d'EEA, y compris le développement de logiciels d'EEA et l'exécution de la validation et de la vérification indépendantes des logiciels au cours des cinq (5) dernières années.	traitants proposés) a fourni X heures de soutien technique en matériel et logiciels d'EEA, y compris le développement du logiciel d'EEA et l'exécution de la validation et de la vérification indépendantes du logiciel au cours des cinq (5) dernières années.	200 heures : 5 points 201 à 400 heures : 10 points 401 à 600 heures : 25 points 601 à 800 heures : 50 points 801 à 1 000 heures : 75 points 1 000 heures et plus : 100 points		
CTC 8	Section 3 de l'ETE	Exigences techniques cotées Le répondant doit démontrer son expérience en gestion de contrats récente (ces 10 dernières années) à titre de membre interne de soutien en service (SES) évalué à au moins dix (10) millions de dollars canadiens et plus.	Pièces justificatives requises Le soumissionnaire doit fournir les renseignements suivants pour chaque contrat cité à l'appui de son expérience récente (ces 10 dernières années) et interne de la gestion de contrats : a) nom des organisations clientes; b) date de début et date de fin des contrats (de mois/année à mois/année); c) valeur des contrats; d) résumé de la façon dont les services offerts pour l'élément indiqué plus haut concordent avec les services de base compris dans les SES.	Points attribués La valeur des contrats pour lesquels le soumissionnaire a démontré de manière satisfaisante son expérience de la gestion de contrats à titre de membre interne sera prise en considération. Les points seront attribués en fonction de l'échelle suivante : (en millions de dollars [M\$] canadiens [CAN]) 10 M\$: 5 points 11 à 20 M\$: 10 points 21 à 50 M\$: 25 points 51 à 100 M\$: 50 points 101 à 150 M\$: 75 points 151 M\$ et plus : 100 points	Points Total :	Évaluation/Commentaire(s)

Solicitation No. - N° de l'invitation
W8485-22AVS2/DRFT
Client Ref. No. - N° de réf. du client
W8485-22AVS2

And. No. - N° de la modif. Id de l'acheteur - Buyer ID
006bg

CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

File No. - N° du dossier
006bg.W8485-22AVS2

NOTE TOTALE DE L'ÉVALUATION DES CRITÈRES COTÉS – TABLEAU SOMMAIRE (Ce tableau doit être rempli par l'équipe d'évaluation composée de représentants du Canada.)		
Nom du soumissionnaire :		
Numéro de critère	Total des points accordés	Commentaires de l'évaluateur
CTC 1	___ / 100	
CTC 2	___ / 100	
CTC 3	___ / 100	
CTC 4	___ / 100	
CTC 5	___ / 100	
CTC 6	___ / 100	
CTC 7	___ / 100	

Solicitation No. - N° de l'invitation
W8485-22AVS2/DRFT
Client Ref. No. - N° de réf. du client
W8485-22AVS2

And. No. - N° de la modif. Id de l'acheteur - Buyer ID
006bg

CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

File No. - N° du dossier
006bg.W8485-22AVS2

CTC 8	___ / 100	
Nombre total de points	___ / 800	
Nom de l'évaluateur :		Signature : Date :

Solicitation No. - N° de l'invitation
Buyer ID

W8485-22AVS2/DRFT

Client Ref. No. - N° de réf. du client
W8485-22AVS2

File No. - N° du dossier
006bg.W8485-22AVS2

Amd. No. - N° de la modif. Id de l'acheteur -

006bg

CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

Annex F Repairable Items List (RIL), Contractor Held inventory (CHI), DND loaned items.

Available By Request:

Must submit a valid Security Clearance **SECRET and controlled goods certification to Request the following Annexes:**

Solicitation No. - N° de l'invitation
Buyer ID
W8485-22AVS2/DRFT

Client Ref. No. - N° de réf. du client
W8485-22AVS2

File No. - N° du dossier
006bg.W8485-22AVS2

Amd. No. - N° de la modif. Id de l'acheteur -

006bg

CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

Annex G

**Innovation, Science and Economic Development
(ISED) Canada – Section under construction. 100%
Industrial Technological Benefits (ITB) policy
expected to be applied at Final RFP Stage.**

Not Available at Draft RFP